

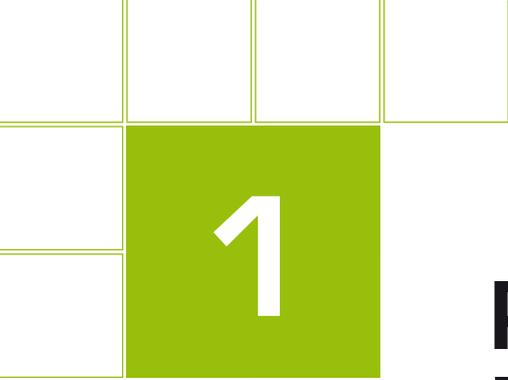


> Rapport
semestriel
2010



Architect of an Open World™

1	PRÉSENTATION DU GROUPE	3
	1.1 Informations financières sélectionnées	4
	1.2 Profil de la Société et chiffres clés	5
	1.3 Gestion des risques	6
2	RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2010	9
	2.1 Faits marquants	10
	2.2 Résultats du Groupe	15
	2.3 Résultats de la Société	22
3	ÉTATS FINANCIERS	23
	3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	24
	3.2 Comptes semestriels consolidés résumés et notes annexes	25
4	INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL	55
	4.1 Informations concernant le capital social	56
	4.2 Organigramme	58
	4.3 Informations concernant les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2010	60
	4.4 Informations concernant les principales participations minoritaires au 30 juin 2010	66
5	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	67
	5.1 Responsable du rapport financier semestriel	68



1

PRÉSENTATION DU GROUPE

1.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES 4

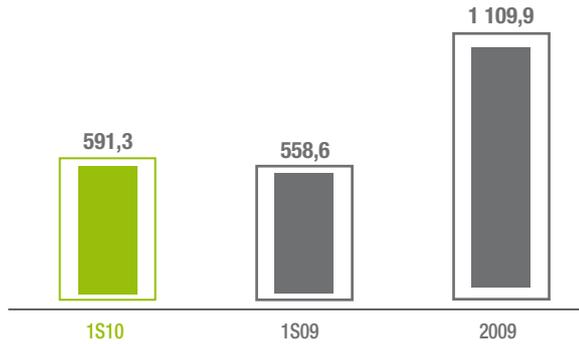
1.2 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS 5

1.3 GESTION DES RISQUES 6

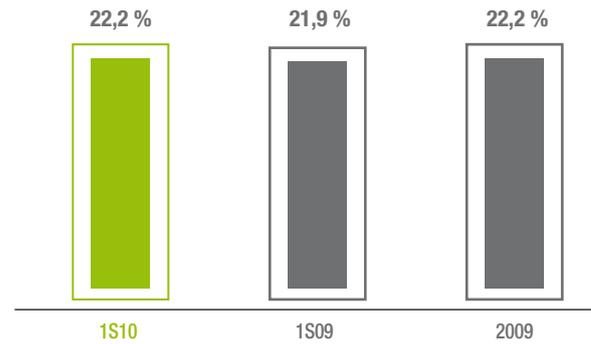


1.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

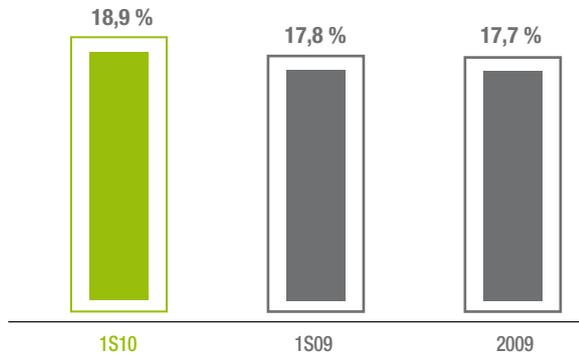
→ ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
(EN MILLIONS D'EUROS)



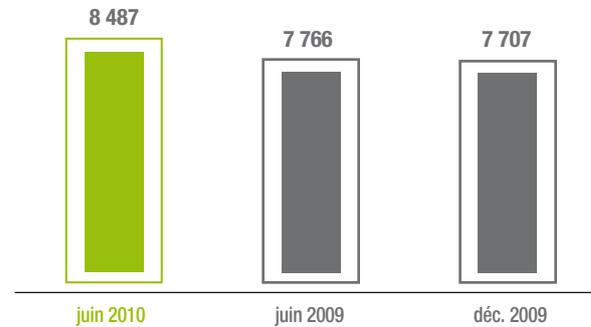
→ ÉVOLUTION DU TAUX DE MARGE BRUTE
(EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES)



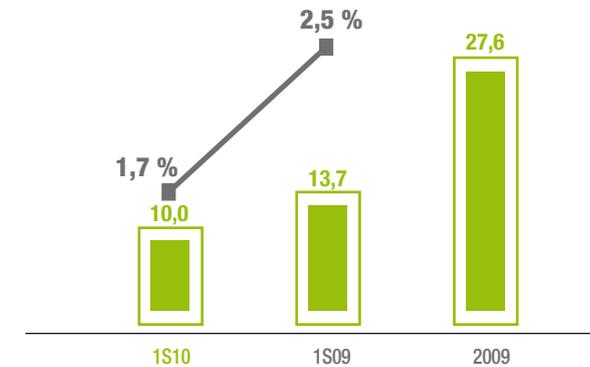
→ ÉVOLUTION DES FRAIS COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS
(EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES)



→ EFFECTIF EN FIN DE PÉRIODE



→ ÉVOLUTION DE L'EBIT ⁽¹⁾



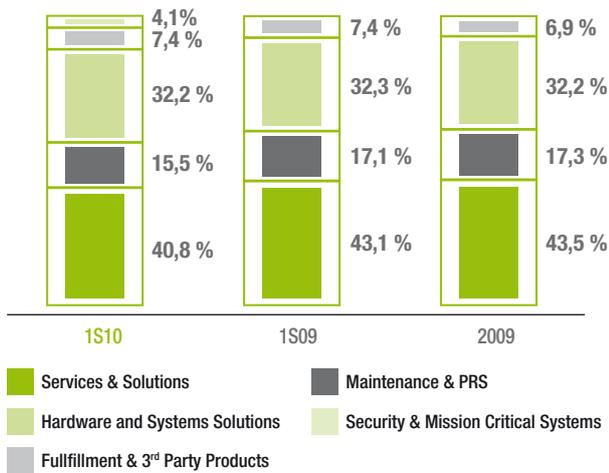
■ Millions d'euros ■ % du chiffre d'affaires

(1) EBIT = Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels non courants et financiers et quote-part des sociétés associées.

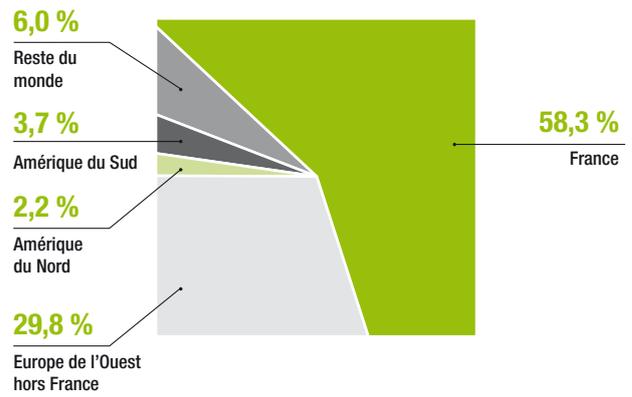


1.2 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS

→ ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ



→ CHIFFRE D'AFFAIRES PAR GÉOGRAPHIE (30 JUIN 2010)





1.3 GESTION DES RISQUES

Bull procède régulièrement à des revues de ses risques, notamment à travers l'établissement d'une cartographie des risques. La Société considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le présent document.

Risque juridique

Bull est une société française cotée à la Bourse de Paris sur le compartiment B d'Euronext Paris.

À ce titre la direction juridique s'assure de l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires, nationales comme communautaires applicables aux sociétés anonymes dont les titres sont admis sur un marché réglementé.

La Société n'est soumise à aucune réglementation spécifique pour l'exercice de ses métiers qui pourraient avoir une incidence sur sa situation financière ou comporter des risques particuliers pouvant affecter son développement.

En matière commerciale les risques juridiques de Bull sont liés à ses activités de concepteur, fabricant et distributeur de matériel informatique, ainsi que de prestataire de services informatiques.

Le service juridique veille à ce que les relations contractuelles avec les tiers, qu'ils soient clients ou fournisseurs, soient raisonnablement encadrées. Néanmoins les principaux facteurs de risques pour lesquels Bull pourrait être impliqué sont des problèmes en matière de propriété industrielle, de responsabilité civile en matière de vente de produits ou des prestations de services jugées insatisfaisantes.

De façon exceptionnelle et malgré le soin et les garanties dont le Groupe s'entoure, les opérations d'investissements ou de désinvestissements peuvent conduire à des contentieux qui ne sont pas particulièrement liés à l'activité intrinsèque de Bull, mais à toute entreprise qui évolue.

Dans la gestion courante des affaires, certaines sociétés du Groupe sont parties prenantes dans des procédures judiciaires en France ou à l'étranger, la plupart commerciales. Il n'existait au 30 juin 2010 aucun litige devant des tribunaux ou en arbitrage ou fait exceptionnel susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe, qui n'ait pas été pris en compte dans les états financiers.

Les différentes réclamations reçues à titre pré-contentieux ou contentieux ont fait soigneusement l'objet d'une analyse et évaluation de risque par les juristes du Groupe. Les conséquences financières en découlant ont ensuite été analysées et prises en considération dans les états financiers du Groupe. Ceci est corroboré par les différents cabinets d'avocats avec lesquels le Groupe travaille.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (en cours ou dont la Société est menacée) qui pourrait avoir ou a eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Risques liés à l'activité

LES FOURNISSEURS ET PARTENAIRES

Pour ses produits serveurs, Bull est dépendant de diverses coopérations technologiques avec des partenaires. L'évolution du métier de Bull dans un marché de composants matériels et logiciels standard et ouverts, l'amène à nouer des partenariats afin de permettre le développement et la mise au point de ses propres produits.

Bull est donc dépendant, comme ses concurrents, d'un environnement comprenant des éditeurs de logiciel, des fournisseurs de matériel et des groupes de travail. Cependant, dans un monde de systèmes ouverts, la banalisation des plates-formes réduit ce risque en offrant très souvent des alternatives.

L'entreprise dépend souvent d'une seule source d'approvisionnement pour certains produits. Cependant, Bull maîtrise ce risque grâce à sa faculté à anticiper ses besoins et à travailler très en amont avec ses fournisseurs. Son système de prévisions s'intègre bien dans le processus de ses fournisseurs. De plus, Bull s'appuie sur des fournisseurs fiables et pérennes, et dont la capacité à satisfaire la demande est reconnue.

LES CLIENTS

Les relations commerciales entre le Groupe et ses clients ne présentent pas de lien de dépendance mettant le Groupe en risque. Les contrats passés répondent aux critères usuels de la profession.

Bull considère que sa dépendance envers ses clients est diversifiée.

LES EMPLOYÉS

La compétitivité du Groupe repose notamment sur son « capital humain ». Le succès dans ses métiers réside notamment dans sa capacité à attirer et retenir un personnel qualifié et à maintenir ses compétences dans les domaines pertinents aux offres actuelles et futures.

Certaines de ses activités nécessitent des accréditations ou des autorisations particulières de ses employés dont la perte entraverait la capacité du Groupe à réaliser des prestations spécifiques ou à poursuivre des contrats avec les clients concernés.

Le taux moyen d'utilisation des ressources propres est calculé pour le personnel « Services & Solutions », sur la base de relevés de temps, comme le ratio des jours effectivement productifs sur les jours disponibles hors congés. La différence entre les jours disponibles et les jours effectivement productifs représente le temps passé en inactivité, formation, management, maladie ou avant vente.

UTILISATION DES RESSOURCES PROPRES ET INTER - CONTRATS

Dans le secteur de l'informatique, il est d'usage que certains contrats soient facturés sur la base de la prestation réalisée (régie) et d'autres sur la base d'un prix fixe (forfait). Les contrats en régie entraînent généralement la mise à disposition de personnel avec des compétences préalablement définies avec le client et facturées sur une base journalière ou mensuelle. Les contrats au forfait sont facturés sur la base de l'avancement fondé sur des indicateurs de développement du projet ou une méthode de points de passage définis contractuellement (« *milestones* »).

Risque de contrepartie

Les risques clients sont encadrés par une politique Groupe de gestion du risque clients. Des limites de crédit sont fixées pour tout client privé, avec une révision au moins annuelle. Au-delà d'un certain montant, ces limites de crédit sont approuvées par la direction financière Groupe.

La forte proportion de clients publics limite significativement le risque clients auquel le Groupe est exposé.

Enfin, les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France bénéficient, pour environ 95 % de leur montant, d'une assurance crédit dans le cadre du contrat d'affacturage.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les instruments dérivés de change. Pour ces deux types d'opérations, ne sont retenus que des partenaires financiers de premier plan.

Risque de liquidité

La totalité des filiales françaises, et la majorité des filiales d'Europe de l'Ouest, sont impliquées dans un processus quotidien de centralisation automatique de la trésorerie par la société mère du Groupe. Les autres filiales transfèrent régulièrement leur trésorerie excédentaire disponible à la société mère, et celle-ci couvre leurs besoins.

La quasi-totalité de la dette est portée par les sociétés françaises, soit Bull, soit Bull SAS. La dette à plus d'un an reste à un niveau très modeste.

Une partie de la trésorerie, correspondant aux comptes de garantie (voir note 9 des états financiers) n'est pas disponible.

La trésorerie nette du Groupe est largement positive. Une part importante de cette trésorerie résulte des contrats d'affacturage, dont l'impact en trésorerie est indiqué à la note 9 des états financiers. Le principal contrat est celui de Bull SAS, qui ne peut être résilié qu'annuellement, sous réserve du respect des ratios indiqués dans cette même note. L'excellente qualité du risque clients de Bull SAS, ainsi que ses très bonnes performances de recouvrement, sont un gage de renouvellement de ce contrat.

La trésorerie du Groupe enregistre des variations saisonnières importantes, liées aux cycles de facturation et d'encaissement. Ces variations sont de l'ordre de 100 millions d'euros, avec les points hauts atteints en fin de semestre. Toutefois, la trésorerie nette du Groupe reste positive tout au long de l'année, même si on exclut la trésorerie résultant de l'affacturage.

La clause de remboursement anticipé du prêt à moyen terme, dont l'impact en trésorerie nette est de 7,5 millions d'euros au 30 juin 2010, est indiquée dans la note 14 des états financiers : les ratios du Groupe sont actuellement très éloignés des valeurs qui activeraient cette clause.

Risque de taux d'intérêt

Le détail des actifs et passifs financiers est donné dans la note 18 des états financiers. Les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variable. Actifs et passifs financiers à taux variable sont très majoritairement libellés en euros, et liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

Risque de change

Le groupe Bull est soumis à des risques de change naissant de ses transactions en devises, ainsi que des relations financières entre les entités, essentiellement avec la société mère.

Les transactions de trésorerie sont coordonnées par la trésorerie Groupe. Les transactions des filiales sont dans la plupart des cas réalisées en devise locale, sauf pour ce qui est de Bull SAS, l'entité en charge des achats Groupe, dont une partie est effectuée en USD.

Dans le but de réduire son exposition aux risques de change, le Groupe utilise des instruments dérivés de change : achats et ventes de devises au comptant ou à terme et instruments de nature optionnelle. Ces instruments sont négociés sur les marchés par la société mère du Groupe, Bull, qui ensuite les met à disposition des filiales concernées.

Le risque de change est lié à l'existence d'une position de change commerciale et d'une position de change financière.



Présentation du Groupe

GESTION DES RISQUES

RISQUE DE CHANGE LIÉ À LA POSITION COMMERCIALE

Bull couvre principalement les achats en USD réalisés par Bull SAS. Le Groupe a décidé de modifier en 2010 sa politique de couverture du risque de change lié à la position commerciale, en couvrant les achats prévisionnels de Bull SAS, sur une base semestrielle, ainsi que ceux se rapportant à des contrats unitaires de montant particulièrement important.

Le Groupe a choisi de ne pas établir comptablement au 30 juin 2010 une relation de couverture sur ces opérations. Les gains ou pertes sur l'évaluation à la juste valeur des instruments dérivés correspondants sont enregistrés systématiquement en résultat opérationnel.

RISQUE DE CHANGE LIÉ À LA POSITION FINANCIÈRE

Il concerne les entités qui portent des prêts ou des emprunts internes au Groupe, libellés dans une devise autre que leur monnaie de fonctionnement : il s'agit essentiellement de la société mère Bull. La couverture du risque de change correspondant donne lieu à des achats ou ventes à terme de devises.

Risque action

Au 30 juin 2010, l'exposition du groupe Bull au risque action concerne essentiellement les 570 589 actions Bull détenues en autocontrôle. Ces actions ont été valorisées au cours de clôture du 30 juin 2010, soit 1,5 million d'euros. À titre d'exemple, une variation négative de 10 % du cours de l'action Bull par rapport au cours du 30 juin 2010 aurait donc un impact négatif de 154 milliers d'euros sur les comptes du Groupe. Dans ce contexte, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de mettre en place une politique d'encadrement du risque action.

Risque pays

Le Groupe considère qu'il n'y a pas de risque significatif du fait du faible volume d'activité réalisé dans des pays présentant une instabilité économique ou politique forte.

Marques, brevets et licences

Le Groupe est propriétaire ou détient par licence ou autrement les droits de propriété intellectuelle et industrielle nécessaires à la réalisation de ses activités actuelles.

Certaines des licences ont été contractées pour une période limitée, mais le Groupe estime qu'il ne devrait pas exister d'obstacle majeur à les renouveler pour assurer un usage paisible.

2

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2010

2.1 FAITS MARQUANTS	10
2.1.1 Calendrier des principaux événements	10
2.1.2 Records et distinctions	11
2.1.3 Succès	11
2.1.4 Gouvernement d'entreprise	12
2.2 RÉSULTATS DU GROUPE	15
2.2.1 Base de présentation	15
2.2.2 Commentaires	15
2.3 RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ	22



2.1 FAITS MARQUANTS

2.1.1 CALENDRIER DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Le premier semestre 2010 a confirmé la dynamique commerciale continue de Bull sur ses grands domaines de croissance : les activités de services, le stockage sécurisé et le Calcul haute performance.

Janvier

Résultats de l'assemblée générale mixte du 18 janvier 2010 : soutien massif des actionnaires à la stratégie de Bull.

Bull Evidian rejoint McAfee Security Innovation Alliance et combine son Single Sign-On avec McAfee Endpoint Encryption.

Bull signe un important contrat d'infogérance paneuropéen avec PaperlinX.

Bull renforce ses services professionnels de stockage grâce à l'accréditation ASP/APSP NetApp en Europe.

Février

Le groupe Bull annonce 600 recrutements en 2010 dont 250 en France.

Ilion Animation Studios annonce avoir conçu Planète 51 avec un supercalculateur Bull.

Bull et Microsoft annoncent un accord de coopération stratégique dans le domaine de l'interopérabilité.

Agarik, filiale de Bull, apporte une solution neuve au *cloud computing* : *Cloud Maker*.

Avec ses serveurs Escala® nouvelle génération, performants et éco-efficaces, Bull confirme son engagement dans le développement durable.

Bull confirme sa résilience et conforte sa nouvelle dimension avec l'acquisition d'Amesys.

Bull annonce « Bull World » : sa Web TV dédiée à l'innovation numérique.

Bull va gérer l'intégration de la gestion commerciale de Phil@poste, première étape de la refonte de son système d'information.

Mars

L'Open CIO Summit publie son livre blanc : Êtes-vous prêt pour l'innovation ? Les vrais enjeux de l'Open Source pour les DSI.

Pionnier européen de l'Open Source, Bull renforce son engagement en faveur du monde ouvert.

NovaForge® devient la forge du consortium OW2.

Investissements massifs et nouvelles certifications : Bull consolide son statut d'acteur majeur de l'infogérance en Europe.

Bull et Vordel associent leurs produits TrustWay® box et Vordel Gateway® pour offrir sécurité et performance aux Architectures Orientées Services.

Bull et Lex Persona annoncent la disponibilité de MobileSign sur globull®, première solution complète de dématérialisation portable et sécurisée.

Bull renouvelle et enrichit ses supercalculateurs bullx™ pour offrir une des gammes les plus complètes et les plus performantes du marché de l'*Extreme Computing*.

Avril

Avec novascale bullion™, Bull revient en force sur le marché des serveurs d'entreprise haut de gamme.

Bull donne une seconde jeunesse au *mainframe* en lançant le nouveau système novascale gcos.

Bull annonce que son conseil d'administration s'est réuni le 28 avril et a pris acte de la démission de Monsieur Didier Lamouche, Président-directeur général.

Premier trimestre 2010 : un bon début d'année pour Bull.

Mai

Le conseil d'administration de Bull nomme Philippe Vannier Président-directeur général du Groupe.

Bull inaugure le Bio Demo Center, nouveau centre européen de démonstration de solutions pour rendre les *Data Centers* éco-efficaces.

Mise sous tension de Tera-100, supercalculateur le plus puissant d'Europe.

Bull renforce son offre de milieu de gamme StoreWay Optima avec la série Optima 2000 de stockage en réseau.



Juin

AWE (*Atomic Weapons Establishment*) signe un contrat avec Bull pour l'achat de deux grands supercalculateurs bullx.

Bull participe aux Matinales de l'Innovation sur le *cloud computing*.

Infor et Bull annoncent une extension significative de leur partenariat.

RH@psodie, nouveau Système d'Information « Ressources Humaines et solde » (SIRH) de la Marine Nationale, est intégré par Bull.

Le Prix Bull Joseph Fourier 2010 confirme l'importance de la simulation numérique pour la société.

Assemblée générale mixte du 16 juin 2010 : Approbation de toutes les résolutions proposées.

2.1.2 RECORDS ET DISTINCTIONS

En Juin, le Prix Bull Joseph Fourier 2010 confirme l'importance de la simulation numérique pour la société.

Lors du Forum Ter@tec 2010, réunissant à l'École Polytechnique plus de 600 spécialistes du calcul scientifique et de la simulation numérique, Bull et le GENCI, ont remis le Prix Bull Joseph Fourier à trois jeunes chercheurs pour leurs travaux dans le domaine de la simulation numérique. Le Prix Bull Joseph Fourier a pour objectif de récompenser des chercheurs pour leurs travaux dans le domaine de la parallélisation des applications de simulation numérique réalisées dans le cadre d'un laboratoire français. Avec deux fois plus de candidats pour sa seconde édition, le Prix Bull Joseph Fourier confirme son importance pour la communauté scientifique. Le premier prix a été décerné à Dimitri Komatitsch, chercheur au Laboratoire de Modélisation et d'Imagerie en Géosciences à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et à l'INRIA. Ce prix lui a été attribué pour ses travaux dans la parallélisation de codes pour simuler des phénomènes globaux, ainsi que pour l'impact de ses recherches, qui permettent de mieux prédire les effets des tremblements de terre et de leurs répliques. Ses travaux ont déjà été utilisés par les autorités italiennes après le tremblement de terre de l'Aquila. Le deuxième prix a été décerné à Sébastien Jan, chercheur au CEA. Ses travaux permettent d'améliorer la détection et la thérapeutique dans le traitement du cancer. Enfin, le troisième prix a été décerné à Vincent Moureau, chercheur au CNRS. L'objectif principal des travaux de Vincent Moureau est de réaliser des simulations de haute fidélité de la combustion de jets de carburant. Les résultats de ces simulations permettront de diminuer la consommation en énergie et de réduire les émissions de polluants dus à la combustion, qu'il s'agisse de moteurs automobiles, de turbines à gaz aéronautiques ou de fours industriels.

2.1.3 SUCCÈS

Le premier semestre 2010 a été marqué par des succès majeurs sur de nombreux projets. Parmi de très nombreuses réalisations :

Bull a signé un important contrat d'infogérance paneuropéen avec PaperlinX, l'un des principaux négociants de papiers, de supports de signalétique et d'affichage et de matériaux d'emballage en Europe. PaperlinX recherchait un partenaire capable de normaliser et de centraliser la totalité de son infrastructure informatique. L'infogérance va permettre à PaperlinX de réduire ses coûts, d'améliorer ses niveaux de service et de se concentrer sur son cœur de métier. Ce contrat stipule que Bull sera responsable des opérations des centres de données de PaperlinX, mais aussi de la gestion des postes de travail et de l'assistance technique auprès de quelque 4 500 utilisateurs. PaperlinX Europe se compose de 22 succursales réparties dans 16 pays.

Bull a été choisi par Phil@poste pour effectuer la première étape de la refonte de son système d'information. Phil@poste, entité de la direction du courrier du groupe La Poste, a confié à Bull l'intégration de sa gestion commerciale. L'expertise apportée par Bull à Phil@poste, entité chargée de l'ensemble de l'activité philatélique du Groupe, permettra de rationaliser et moderniser sa gestion commerciale, avec un pilotage de bout en bout et des processus métiers simplifiés pour répondre aux exigences de ce marché très spécifique et à fortes volumétries (3 milliards de timbres vendus par an). À terme, les flux commerciaux seront intégrés avec la gestion de production, pour un pilotage de bout en bout. L'objectif est double : améliorer le service rendu tout en optimisant les ressources. L'enjeu est de concevoir une gestion commerciale facilitant le développement de nouveaux services (modes de paiements, abonnements...), notamment via l'internet.

Bull et Microsoft ont annoncé un accord de coopération stratégique dans le domaine de l'interopérabilité. Grâce à cet accord, les équipes de Bull et de Microsoft collaboreront dans plusieurs domaines pour renforcer les synergies et l'interopérabilité entre les environnements logiciels Microsoft et les solutions tierces, notamment les solutions Open Source et UNIX®, dont Bull est un des contributeurs et intégrateurs majeurs en Europe. Ce nouvel accord étend le partenariat étroit et de longue date déjà établi entre Bull et Microsoft sur les environnements Microsoft. Il prévoit des coopérations dans les domaines suivants :

- la virtualisation des infrastructures, pour développer de très grandes plates-formes mixtes Windows®/Linux® optimisées notamment pour prendre en compte les environnements web hébergés ;
- les applications critiques, pour assurer une meilleure intégration entre systèmes UNIX, Linux et technologies Microsoft, et diminuer le coût total de possession (TCO) ;
- l'*Extreme Computing*, pour prendre en compte la gestion des clusters mixtes Windows HPC/Linux.



Rapport d'activité du premier semestre 2010

FAITS MARQUANTS

Premier résultat concret résultant de ce partenariat, Bull, via sa filiale Agarik, a lancé Cloud Maker, offre de *cloud computing* permettant aux utilisateurs d'adapter le niveau de service à leurs exigences et de suivre l'exploitation de leurs plates-formes en temps réel.

La Direction des Applications Militaires du CEA et Bull ont mis sous tension Tera-100, le supercalculateur le plus puissant d'Europe. Issu d'un programme de collaboration initié en 2008 entre Bull et le CEA, Tera-100 est le premier supercalculateur pétaflopique conçu et développé en Europe. Sa puissance théorique de 1,25 petaflops le classe parmi les trois supercalculateurs les plus puissants au Monde. Tera-100 est destiné au programme Simulation du CEA, destiné à garantir la fiabilité des armes de la dissuasion nucléaire. Tera-100 a été mis sous tension le 26 mai 2010, quelques semaines seulement après le début de son installation en mars 2010. Tera-100 est constitué de 4 300 serveurs – de type bullx série S, annoncés par Bull en avril 2010. Il intègre 140 000 cœurs Intel® Xeon® série 7500, 300 To de mémoire centrale et disposera d'une capacité totale de plus de 20 Po de stockage. En outre son débit de 500 Go/sec constitue un record du monde pour ce type de système. Tera-100 offre une capacité de calcul exceptionnelle. Pour comparaison, la machine peut réaliser plus d'opérations en une seconde que ce que la population mondiale ferait en 48 heures, à raison d'une opération par seconde par personne. C'est aussi une capacité de transfert d'information équivalente à 1 million de personnes regardant en même temps des films HD et enfin une capacité de stockage équivalente à plus de 25 milliards de livres.

Atomic Weapons Establishment (AWE) a signé un contrat avec Bull pour l'achat de deux grands supercalculateurs bullx. Bull a annoncé la signature d'un contrat pour fournir à AWE, basé au Royaume-Uni, deux grands supercalculateurs, fournissant à eux deux une performance de pointe de plus de 75 teraflops (milliers de milliards de calculs par seconde). Les systèmes choisis sont les plus récents supercalculateurs bullx lancés par Bull l'année dernière, qui sont les premiers supercalculateurs européens conçus pour être totalement dédiés à l'*Extreme Computing*. Le premier des deux supercalculateurs a déjà été installé avec succès sur le site d'AWE, après un processus d'intégration et de tests dans l'entité industrielle de Bull à Angers, en France. Le second système a également été installé et mis en service au cours du printemps 2010.

RH@psodie, le nouveau Système d'Information Ressources Humaines et Solde (SIRH) de la Marine Nationale, dont Bull a été le maître d'oeuvre, est aujourd'hui opérationnel. Ce nouveau SIRH repose sur une approche de dématérialisation novatrice : la première dématérialisation totale d'une paie publique. Les pièces justificatives sont conservées dans un coffre-fort électronique sécurisé. Elles peuvent être transmises au Trésorier Payeur Général et sont auditable par les autorités de contrôle. Cette chaîne garantit une meilleure circulation, une traçabilité des informations et des gains de productivité importants. Innovant, nomade et parfaitement adapté aux spécificités de la marine, il est accessible sur terre comme à bord des navires déployés sur les mers du monde.

Le gouvernement français a également confirmé, parmi les domaines recommandés par Bull, la simulation numérique et le *cloud computing*, parmi les cibles stratégiques qu'il entend couvrir dans le cadre des investissements d'avenir pour le développement de l'économie numérique. Bull, acteur français et européen majeur de l'économie numérique, est prêt à participer à ces efforts d'innovation pour bâtir la France numérique de demain, et a répondu avec le CEA et Ter@tec à la consultation publique lancée sur ce sujet en proposant la création d'un consortium dédié à la simulation numérique en mode *cloud computing* : NumInnov.

2.1.4 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Philippe Vannier a été coopté en qualité d'administrateur en remplacement de Dominique Lesourd, puis nommé comme Président-directeur général, en remplacement de Didier Lamouche, par le conseil d'administration du 10 mai 2010.

Par courrier reçu le 17 mai 2010, Crescendo Industries a informé l'Autorité des marchés financiers d'un changement de ses intentions par rapport à sa déclaration publiée dans D&I 210C0088 du 21 janvier 2010 selon les termes suivants : « Du fait de l'évolution de la gouvernance du groupe Bull résultant notamment de la démission du Président-directeur général de Bull, de l'augmentation de la taille du conseil d'administration qui passe de 13 à 14 membres et de la nomination de 7 nouveaux administrateurs proposée à la prochaine assemblée générale annuelle, Crescendo Industries entend solliciter la nomination d'un troisième administrateur. »

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 16 juin 2010 a ratifié la nomination de Philippe Vannier en tant qu'administrateur.

Elle a, en outre, nommé sept nouveaux administrateurs au conseil et renouvelé le mandat de Michel Davancens arrivant à expiration.

L'assemblée générale a par ailleurs décidé de modifier les statuts de la Société pour, par exception, autoriser la nomination d'administrateurs avec des mandats d'une durée de un, deux ou quatre ans afin de permettre le renouvellement échelonné des membres du conseil.

Elle a également décidé de modifier les statuts de la Société à effet du 17 décembre 2010, date d'expiration des mandats des administrateurs salariés en cours, afin de ne pas reconduire, au-delà du 17 décembre 2010, les deux postes statutaires d'administrateurs élus par les salariés.

À ce jour, le conseil d'administration est composé de 14 membres dont 7 sont indépendants :

Nom	Qualité	Indépendant	Non indépendant	Expiration du mandat
Philippe Vannier	Président-directeur général		X	31/12/2012
Valérie Bernis	Administrateur	X		31/12/2012
Jean Bréchon	Administrateur		X	31/12/2010
Henri Conze	Administrateur	X		31/12/2010
Crescendo Industries	Administrateur représenté par Dominique Lesourd		X	31/12/2012
Michel Davancens	Administrateur	X		31/12/2011
France Telecom	Administrateur représenté par Laurent Kocher		X	31/12/2013
Marc Heriard Dubreuil	Administrateur		X	31/12/2011
Michel Paulin	Administrateur	X		31/12/2012
Jean-François Rambicur	Administrateur	X		31/12/2011
Hugues de Saint Germain	Administrateur	X		31/12/2012
Philippe Vassor	Administrateur	X		31/12/2013
Robert Signorini	Administrateur		représentant les salariés	17/12/2010
Claudi Menard	Administrateur		représentant les salariés	17/12/2010

Au 18 décembre 2010, le conseil d'administration sera réduit à douze membres, avec l'arrivée à terme du mandat des administrateurs salariés, dont 7 seront indépendants.

La composition des comités a également évolué parallèlement à la reconstitution du conseil d'administration.

Le comité d'audit

Ce comité est composé de trois membres dont deux membres indépendants y compris le président.

Il comporte par ailleurs un « censeur » invité permanent aux réunions du comité. Il s'agit de Claude Benmussa, lui-même ancien membre du comité d'audit de Bull et professionnel des questions comptables et financières au même titre que le président du comité d'audit. Ils présentent chacun les compétences particulières en matière financière, prévues par les dispositions de l'Article L. 823-19 du Code de commerce. Claude Benmussa a pour vocation d'apporter aux membres du nouveau comité le support dont ils pourraient avoir besoin et peut donner un avis consultatif sur les questions soumises au comité, mais il ne dispose pas de voix délibérative.

Les membres du comité sont :

- Philippe Vassor, membre indépendant et président ;
- Valérie Bernis, membre indépendant ;
- Marc Heriard Dubreuil, membre non indépendant ;

Censeur :

- France Telecom représentée par Claude Benmussa.

Le comité hommes et organisation

Ce comité est composé de trois membres. Deux sont indépendants dont le président.

Les membres du comité sont :

- Jean-François Rambicur, membre indépendant et président ;
- Michel Davancens, membre indépendant ;
- Crescendo Industries, représentée par Dominique Lesourd, membre non indépendant.

Le comité stratégique n'a pas été maintenu, le conseil d'administration ayant pour attribution d'instruire directement les questions stratégiques de l'entreprise.



Rapport d'activité du premier semestre 2010

FAITS MARQUANTS

DÉPART DE DIDIER LAMOUCHE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Didier Lamouche a démissionné de ses fonctions de Président-directeur général avec effet au 10 mai 2010 et a été remplacé dans ses fonctions par Philippe Vannier, lui-même coopté comme administrateur par le même conseil en remplacement de Dominique Lesourd.

Par ailleurs, le mandat d'administrateur de Didier Lamouche est arrivé à expiration à l'issue de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 16 juin 2010.

Les conditions de départ de Didier Lamouche ont été définies dans un protocole transactionnel signé en date du 27 mai 2010.

Ce protocole transactionnel a eu pour objet de fixer le montant de l'indemnisation destinée à régler les conséquences de la rupture du contrat de travail de Didier Lamouche qui a été réactivé immédiatement après la cessation de ses fonctions de Président-directeur général. Cette indemnité a également intégré les modalités de rémunération de la clause de non-concurrence prévue par le contrat de travail. En outre, il prévoit une renonciation réciproque à toute instance ou action entre les parties de ce fait.

Le montant de l'indemnité a ainsi été fixé à 2 100 000 euros dont 1 575 000 euros à titre d'indemnité transactionnelle et 525 000 euros au titre de l'indemnisation de la clause de non-concurrence. Par ailleurs, selon les termes de cette convention, Didier Lamouche conserve les options de souscription d'actions dont il avait déjà acquis les droits d'exercice en date du 10 mai 2010. Les autres options sont caduques. Les options conservées sont exerçables dans les conditions du plan d'attribution.

Cette convention a été soumise à l'approbation de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 16 juin 2010 et a fait l'objet d'un rapport spécial complémentaire des commissaires aux comptes en application de l'Article L. 225-38 du Code de commerce, qui a été présenté à l'assemblée.

2.2 RÉSULTATS DU GROUPE

2.2.1 BASE DE PRÉSENTATION

Les résultats du premier semestre 2010 présentés ci-après sont dans le périmètre actuel du Groupe.

2.2.2 COMMENTAIRES

Changement de périmètre

La seule variation de périmètre constatée lors du premier semestre 2010 concerne l'acquisition du groupe Amesys.

Lors de sa réunion le 18 janvier 2010, l'assemblée générale des actionnaires de Bull a massivement approuvé l'apport à Bull par Crescendo Industries du groupe Amesys. La transaction permet à Bull de devenir un leader européen des solutions de traitement informatique à grande échelle pour les systèmes critiques et sécuritaires en combinant d'une part, le savoir-faire du groupe Amesys dans le traitement du signal en temps réel et, d'autre part, l'expertise de Bull dans le traitement, l'analyse et l'exploitation des informations comme le Calcul haute performance, le stockage ainsi que les services d'infrastructure et d'infogérance associés. L'assemblée générale a également approuvé l'augmentation du capital social au profit de Crescendo Industries, actionnaire du groupe Amesys. Crescendo Industries est ainsi devenu l'actionnaire de référence de Bull avec une participation de 19,87 % après l'opération. Un versement en numéraire à Crescendo Industries de 37,6 millions d'euros a également été effectué lors de la finalisation de l'opération le 18 janvier 2010.

L'opération se traduit par l'intégration du groupe Amesys dans le périmètre de consolidation du groupe Bull à compter du 1^{er} janvier 2010 et, sur le plan organisationnel, par la création d'une nouvelle division au sein de Bull, nommée « Sécurité et systèmes critiques » dirigée par l'équipe d'Amesys et dont les activités d'Amesys sont le socle.

Résultats au 30 juin 2010

Le premier semestre 2010 a été marqué par la continuation d'une activité soutenue en France, renforcée par l'acquisition du groupe Amesys, et des opérations plus difficiles à l'international dans un contexte de crise qui perdure notamment en Espagne et dans certains pays d'Europe de l'Est.

Au premier semestre 2010, le chiffre d'affaires du Groupe atteint 591,3 millions d'euros, en croissance de 5,9 % par rapport au chiffre d'affaires publié au premier semestre 2009.

À périmètre constant, c'est-à-dire sans la prise en compte du chiffre d'affaires apporté par Amesys au premier semestre 2010 et à taux de change constants, le chiffre d'affaires du Groupe est de 541,4 millions d'euros à fin juin 2010 à comparer à 558,6 millions d'euros en 2009 soit une décroissance de 3 %.

L'EBIT* Groupe avant allocation du prix d'acquisition du groupe Amesys s'élève à 11,7 millions d'euros. Après cette allocation, l'EBIT est de 10,0 millions d'euros au premier semestre 2010, en diminution par rapport à l'EBIT publié en juin 2009 de 13,7 millions d'euros.

Cette diminution d'EBIT au premier semestre est liée au décalage de l'exécution de contrats du premier au second semestre 2010, à une profitabilité moindre à l'international et à des ajustements sur certains contrats compensés par une amélioration de la marge du segment Hardware and Systems Solutions.

Le résultat net est une perte de 18,4 millions d'euros, part du Groupe, et après prise en compte en particulier des éléments non récurrents (i) de la dépréciation totale de l'écart d'acquisition de la société Siconet en Espagne liée à une diminution de la profitabilité de cette filiale dans un contexte de crise profonde et durable dans ce pays, (ii) d'une augmentation de la provision pour Clause de retour à meilleure fortune dont bénéficie l'État français, condition de l'aide à la restructuration reçue par Bull en janvier 2005, en conséquence de la prise en compte dans l'appréciation de cette clause de l'apport des profits futurs d'Amesys aux résultats du Groupe ainsi que (iii) des coûts de départs transactionnels en France et à l'étranger sensiblement au même niveau qu'au premier semestre 2009.

Aucune transaction entre parties liées n'a influé significativement sur la situation financière ou les résultats.

* L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées tel que présenté au compte de résultat.



Rapport d'activité du premier semestre 2010

RÉSULTATS DU GROUPE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2009	Variation semestre à semestre
	2010	2009		
Chiffre d'affaires	591,3	558,6	1 109,9	5,9 %
Marge brute	131,2	122,1	246,3	
% chiffre d'affaires	22,2 %	21,9 %	22,2 %	+ 0,3 pt
Frais de Recherche et Développement nets	(8,4)	(8,9)	(21,0)	
% chiffre d'affaires	1,4 %	1,6 %	1,9 %	- 0,2 pt
Frais commerciaux et administratifs	(111,6)	(99,3)	(196,9)	
% chiffre d'affaires	18,9 %	17,8 %	17,7 %	+ 1,1 pt
Résultat de change sur flux opérationnels	(1,2)	(0,2)	(0,8)	
EBIT avant APA*	11,7	13,7	27,6	(2,0)
% chiffre d'affaires	2,0%	2,5 %	2,5 %	- 0,5 pt
EBIT **	10,0	13,7	27,6	(3,7)
% chiffre d'affaires	1,7 %	2,5 %	2,5 %	- 0,8 pt
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	(12,3)	2,7	(0,3)	
Coûts de départs transactionnels	(7,2)	(7,7)	(14,4)	
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(0,4)	0,1	-	
Résultat opérationnel ***	(9,9)	8,8	13,0	
Résultat de change sur flux financiers	1,0	(1,3)	(2,1)	
Frais financiers	(4,1)	(2,5)	(6,0)	
Impôts	(0,8)	(3,0)	(4,3)	
Impôts différés	(0,3)	-	(0,2)	
CRMF ****	(4,3)	-	1,0	
Part des minoritaires	-	-	-	
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(18,4)	2,0	1,4	

* A titre indicatif. L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) avant APA correspond à l'EBIT avant dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles reconnues suite à l'acquisition d'Amesys.

** L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées tel que présenté au compte de résultat.

*** Y compris quote-part dans le résultat des entreprises associées.

**** CRMF : Clause de retour à meilleure fortune.

Le détail du compte de résultat est présenté ci-après.

PRISES DE COMMANDE

Les prises de commande sont en croissance de 17,8 %. À périmètre constant, c'est-à-dire sans la prise en compte des commandes apportées par le groupe Amesys, les prises de commande sont en croissance de 6,1 %.

Les prises de commande de l'activité Hardware & Systems Solutions croissent de 19,0 %, notamment grâce à une commande d'un nouveau système petaflopique en France. Celles de l'activité Services & Solutions progressent de 4,7 %. Celles liées à l'activité Fulfillment & Third Party Products sont en recul de 38,8 %. Les commandes de *Product Related Services* (PRS) incluses dans l'activité Maintenance & PRS progressent quant à elles de 11,6 %. Les prises de commande du premier semestre 2009 n'étant pas disponibles pour le périmètre repris du groupe Amesys, leur évolution ne peut être calculée.

Les prises de commande correspondent à la valeur totale ferme des contrats enregistrés pendant la période et avec un horizon de livraison ou d'exécution déterminé. Cette valeur totale ferme de contrats correspond à l'engagement contractuel des clients, sur lequel le management peut être amené à apporter un jugement dans la mesure où aucun standard ne s'applique. L'activité maintenance récurrente n'est pas incluse dans les prises de commande dans la mesure où les contrats qui couvrent cette activité sont gérés comme un portefeuille dont le renouvellement est souvent effectué de manière tacite.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé sur la période représente un montant de 591,3 millions d'euros, soit une hausse de 5,9 % par rapport au chiffre d'affaires 2009. Il se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2009	Variation semestre à semestre
	2010	2009		
Hardware & Systems Solutions	190,6	180,6	357,7	5,5 %
Fulfillment & Third Party Products	23,9	41,5	76,9	- 42,3 %
Maintenance & PRS	91,6	95,5	192,1	- 4,0 %
Services & Solutions	241,2	241,0	483,2	0,1 %
Security & Mission Critical Systems	44,0	-	-	-
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	591,3	558,6	1 109,9	5,9 %

Le chiffre d'affaires de l'activité Hardware & Systems Solutions s'est élevé à 190,6 millions d'euros, en croissance de 5,5 % par rapport au premier semestre 2009. La croissance des activités d'intégration de produits, en particulier celle de l'offre de Calcul haute performance (HPC) renforcée par la livraison du système Tera-100 en France et la facturation au premier semestre de systèmes à l'Atomic Weapons Establishment au Royaume-Uni, a plus que compensé la décroissance anticipée des offres matures de serveurs. À noter également la performance satisfaisante de l'activité de stockage.

Le chiffre d'affaires de l'activité Fulfillment & Third Party Products s'établit à 23,9 millions d'euros, en décroissance de 42,3 % par rapport au premier semestre 2009. Cette évolution reflète la réorientation délibérée des efforts commerciaux vers les offres Bull à plus forte valeur ajoutée. Il est à noter cependant que ce segment subit plus fortement les conséquences de la crise économique que les autres activités.

L'activité Maintenance & PRS réalise un chiffre d'affaires de 91,6 millions d'euros, en baisse de 4,0 % par rapport au premier semestre 2009. La fin programmée de contrats de support de serveurs propriétaires, le renouvellement et la consolidation de parcs plus anciens continuent de peser sur cette activité.

Dans un marché très concurrentiel notamment en termes de prix, l'activité Services & Solutions avec un chiffre d'affaires de 241,2 millions d'euros, affiche une très légère croissance par rapport au premier semestre 2009.

L'activité Security & Mission Critical Systems, qui représente l'apport d'Amesys, s'établit à 44,0 millions d'euros.

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2010 évolue significativement par rapport à 2009. Le chiffre d'affaires apporté par Amesys est réalisé principalement en France et renforce l'évolution constatée à périmètre constant où la bonne tenue de l'activité en France fait que la part de celle-ci se renforce au détriment de la part des autres géographies.

Répartition géographique du chiffre d'affaires (%)	Premier semestre		Année 2009
	2010	2009	
France	58,3 %	51,1 %	52,1 %
Europe hors France	29,8 %	35,3 %	34,6 %
Amérique du Nord	2,2 %	1,9 %	1,7 %
Amérique du Sud	3,7 %	4,1 %	4,0 %
Reste du monde	6,0 %	7,7 %	7,6 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %



Rapport d'activité du premier semestre 2010

RÉSULTATS DU GROUPE

MARGE BRUTE

La marge brute s'établit à 131,2 millions d'euros au premier semestre 2010 et représente 22,2 % du chiffre d'affaires, à comparer respectivement à 122,1 millions d'euros et 21,9 % publiés au premier semestre 2009.

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2009	Variation semestre à semestre
	2010	2009		
Hardware & Systems Solutions	60,1	51,3	106,0	+ 8,8
% du chiffre d'affaires	31,5 %	28,4 %	29,6 %	+ 3,1 pts
Fulfillment & Third Party Products	2,4	5,1	9,9	- 2,7
% du chiffre d'affaires	10,2 %	12,4 %	12,9 %	- 2,2 pts
Maintenance & PRS	24,1	28,2	58,5	- 4,1
% du chiffre d'affaires	26,3 %	29,5 %	30,4 %	- 3,2 pts
Services & Solutions	36,2	37,5	71,9	- 1,3
% du chiffre d'affaires	15,0 %	15,6 %	14,9 %	- 0,6 pt
Security & Mission Critical Systems	8,4	-	-	-
% du chiffre d'affaires	19,1 %	-	-	-
TOTAL	131,2	122,1	246,3	
% DU CHIFFRE D'AFFAIRES	22,2 %	21,9 %	22,2 %	

Le premier semestre 2010 se caractérise par :

- une augmentation de la marge brute Hardware & Systems Solutions en valeur absolue et en taux liée à la hausse du chiffre d'affaires de ce segment d'une part, et à une progression du taux de marge brute de tous les sous-segments d'autre part ;
- une baisse de la marge Fulfillment & Third Party Products en valeur absolue et en taux ;
- une baisse de la marge brute Maintenance & PRS en valeur absolue et en taux reflétant non seulement la baisse de chiffre d'affaires sur la maintenance traditionnelle généralement mieux margée mais également une baisse du taux de marge sur les Services d'Infrastructure et les Product Related Services, qui cependant continue de progresser en volume ;
- une baisse de la marge Services & Solutions en valeur absolue et en taux reflétant une forte concurrence sur les prix à la fois en France et à l'international, ainsi que des ajustements de certains contrats. Il faut cependant noter que le taux de marge de l'activité Managed et Outsourcing Services est quant à lui en progression sur le semestre ;
- la marge de Security & Mission Critical Systems s'établit à 8,4 millions d'euros en valeur et 19,1 % en taux.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT ET FRAIS COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2009
	2010	2009	
Frais de Recherche et Développement nets	(8,4)	(8,9)	(21,0)
% du chiffre d'affaires HW Solutions et Maintenance & PRS	3,0 %	3,2 %	3,8 %
Frais Commerciaux et Administratifs	(111,6)	(99,3)	(196,9)
% du chiffre d'affaires	18,9 %	17,8 %	17,7 %

Les dépenses nettes de R&D, y compris celles d'Amesys, s'élèvent à 8,4 millions d'euros au premier semestre 2010, comparé à 8,9 millions d'euros publiés en juin 2009 (hors Amesys). Ces chiffres tiennent compte d'un crédit impôt recherche qui s'élève à 13,4 millions d'euros au premier semestre 2010 alors qu'il s'élevait à 5,0 millions d'euros au premier semestre 2009. Compte tenu des partenariats et financements, l'effort brut de R&D s'élève à 27,3 millions d'euros au premier semestre 2010, en augmentation de 4,1 millions d'euros par rapport à juin 2009.

L'effort de Recherche et Développement est désormais principalement consacré aux offres du Groupe dans le domaine du Calcul scientifique de haute puissance (HPC), du stockage, de l'Open Source et de la sécurité. Les coûts consacrés aux serveurs propriétaires baissent sensiblement parallèlement à l'évolution de l'activité de ces derniers. Le Groupe bénéficie de la participation de ses partenaires à son effort de recherche et par ailleurs de l'évolution favorable du taux du crédit impôt recherche.

Au total, les coûts nets de R&D s'élèvent à 1,4 % du chiffre d'affaires global et à 3,0 % du chiffre d'affaires Hardware & Systems Solutions et Maintenance & PRS.

Les frais commerciaux et administratifs évoluent défavorablement au premier semestre 2010 en valeur absolue et en relation au chiffre d'affaires. L'accroissement en valeur absolue est la conséquence de l'entrée d'Amesys dans le périmètre du Groupe et également d'investissements dans les systèmes d'information internes et de dépenses consécutives à des réaménagements de sites en région parisienne. À périmètre constant, c'est-à-dire hors évolution liée à l'entrée dans le périmètre du groupe d'Amesys, les frais commerciaux augmentent de 2 % en accompagnement des nouvelles offres développées par le Groupe.

EBIT *

L'EBIT avant allocation du prix d'acquisition du groupe Amesys s'élève à 11,7 millions d'euros. Après cette allocation, l'EBIT du Groupe est de 10,0 millions d'euros. Le taux d'EBIT de 1,7 % en juin 2010 est en baisse de 0,8 point par rapport au taux d'EBIT de juin 2009 en conséquence des évolutions de marge brute et des frais de recherche et développement et frais commerciaux et administratifs décrites ci-dessus. Le résultat de change sur flux opérationnels à fin juin 2010 est une perte de 1,2 million d'euros à comparer à une perte de 0,2 million en juin 2009.

RÉSULTAT NET

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2009
	2010	2009	
EBIT *	10,0	13,7	27,6
% chiffre d'affaires	1,7 %	2,5 %	2,5 %
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	(12,3)	2,7	(0,3)
Coûts de départs transactionnels	(7,2)	(7,7)	(14,4)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(0,4)	0,1	-
Résultat opérationnel **	(9,9)	8,8	13,0
Autres pertes et gains de change	1,0	(1,3)	(2,1)
Frais financiers nets	(4,1)	(2,5)	(6,0)
Impôts	(0,8)	(3,0)	(4,3)
Impôts différés	(0,3)	-	(0,2)
CRMF ***	(4,3)	-	1,0
Part des minoritaires	-	-	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(18,4)	2,0	1,4

* L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées, tel que présenté au compte de résultat.

** Y compris quote-part dans le résultat des entreprises associées.

*** CRMF : Clause de retour à meilleure fortune.

Les produits de cession et autres produits et charges opérationnels non récurrents sont constitués principalement :

- (i) de la dépréciation de l'écart d'acquisition résiduel de la société Siconet en Espagne (9,2 millions d'euros), les tests de dépréciation réalisés montrant que la valeur de cette société, notamment compte tenu de la crise économique profonde et durable qui sévit en Espagne, s'est détériorée très significativement ;
- (ii) de coûts ayant trait à l'acquisition de la société Amesys et de ses filiales (2,7 millions d'euros), notamment de rémunérations au succès de certains conseils ;
- (iii) de diverses charges pour 0,4 million d'euros.

Les coûts des départs transactionnels en France et à l'étranger représentent 7,2 millions d'euros, y compris l'indemnité versée à Didier Lamouche (voir paragraphe 2.1.4).

Les autres pertes et gains de change représentent la part non opérationnelle des opérations de change liées à la position financière du Groupe.

Au premier semestre 2010 les frais financiers nets s'élèvent à 4,1 millions d'euros, la baisse des taux de rémunération de placements et la baisse de la trésorerie nette, conséquence notamment de l'acquisition du groupe Amesys, ayant conduit à moins de produits financiers.

La provision pour Clause de retour à meilleure fortune, dont bénéficie l'État français, est passée de 14,1 millions d'euros à fin 2009 à 18,4 millions d'euros avant le versement à venir de 2,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2009 ; elle a été ajustée à la hausse pour tenir compte de l'apport des profits futurs d'Amesys aux résultats du Groupe. Les impôts différés actifs ont été ajustés pour la partie relative à la CRMF. Après prise en compte des impôts différés passifs d'Amesys, les impôts différés représentent une charge de 0,3 million d'euros au premier semestre 2010.

Le résultat net du Groupe s'établit ainsi en perte à 18,4 millions d'euros.

Le détail des différents postes figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

* L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées tel que présenté au compte de résultat.

SITUATION DE TRÉSORERIE

Trésorerie brute

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie	199,4	234,4	299,1
Comptes de garantie	48,5	43,3	39,7
TRÉSORERIE BRUTE	247,9	277,7	338,8

La trésorerie disponible (« Trésorerie et équivalents de trésorerie ») est constituée principalement de placements en OPCVM monétaires, et de certificats de dépôt d'une durée maximum de 3 mois.

Les comptes de garantie sont constitués d'une part des comptes de garantie liés aux programmes de cession de créances, et d'autre part aux dépôts requis par les banques garantissant certaines opérations commerciales ou financières. Ils constituent une part non immédiatement disponible de la trésorerie.

Une partie de cette trésorerie a pour origine les cotisations de retraite accumulées dans la filiale allemande du Groupe et non externalisées conformément à la législation en vigueur.

Tableau de financement

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année
	2010	2009	2009
EBIT	10,0	13,7	27,6
Amortissements	8,7	7,0	13,8
Investissements (opérationnels)	(13,9)	(7,0)	(18,4)
Variation du besoin en fonds de roulement	(41,6)	(42,6)	(2,4)
Frais financiers payés	(4,1)	(2,5)	(6,0)
Impôts	(0,8)	(3,0)	(4,3)
(A) Flux provenant des opérations courantes	(41,7)	(34,5)	10,3
(B) Flux non récurrents	(44,8)	(17,5)	(27,3)
S/total (A) + (B)	(86,5)	(52,0)	(17,0)
Augmentation (diminution) de la dette	(4,5)	(14,4)	11,7
Augmentation/(diminution) de la trésorerie	(91,0)	(66,4)	(5,2)

Au cours du 1^{er} semestre 2010, le Groupe a consommé 86,5 millions d'euros de trésorerie nette, les opérations courantes consommant quant à elles 41,7 millions d'euros. La variation de ce flux comparé à celui au premier semestre 2009 s'explique principalement par l'augmentation des investissements en capacité d'infogérance.

Comme l'année dernière, la saisonnalité du flux opérationnel est fortement marquée, au détriment du premier semestre, cette saisonnalité étant liée à celles de la facturation et des encaissements.

Les créances clients de Bull SAS sont cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage. Il s'agit de cessions sans recours, qui remplissent les critères de l'IAS 39 justifiant leur décomptabilisation : ces créances clients, et le financement correspondant, ne figurent pas au bilan.

Le flux d'encaissements correspondant est celui généré par le financement de l'affactureur, qui intervient au moment où les créances sont cédées, c'est-à-dire à la facturation. Les encaissements clients correspondant aux créances cédées constituent un flux au profit de l'affactureur.

Les flux de trésorerie non récurrents sont constitués principalement du prix d'acquisition d'Amesys pour 37,6 millions d'euros, des compléments de prix des sociétés Sirius et Siconet pour 2,3 millions d'euros, et de 10,0 millions d'euros de dépenses liées aux départs transactionnels.

Au premier semestre 2010, la trésorerie brute du Groupe a diminué de 91 millions d'euros.

Les différences principales avec le tableau 3.2.4 correspondent :

- a) aux frais des départs transactionnels (10,0 millions d'euros), traités comme des éléments non récurrents dans le tableau ci-dessus, alors qu'ils figurent dans les flux de trésorerie générés/requis par l'activité du tableau 3.2.4 ;
- b) aux investissements opérationnels (13,9 millions d'euros), inclus ici dans les opérations courantes alors qu'isolés dans le tableau 3.2.4 ;
- c) à l'augmentation des comptes de garantie et des comptes courants liés à l'affacturage, cette variation étant prise en compte dans le flux provenant des opérations courantes du tableau ci-dessus, et n'étant pas dans le tableau 3.2.4 ;
- d) aux dépôts requis par les banques garantissant certains emprunts (0,7 million d'euros) considérés dans les flux de trésorerie générés/requis par les financements dans le tableau 3.2.4 ;

- e) aux frais financiers opérationnels nets (4,1 millions d'euros) considérés dans les flux de trésorerie générés/requis par les financements dans le tableau 3.2.4 ;
- f) à une conversion en euros des flux en devises étrangères faite en utilisant un taux moyen sur l'année dans le tableau 3.2.4 ainsi que d'autres ajustements représentant 3,1 millions d'euros.

Trésorerie nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Trésorerie brute	247,9	277,7	338,8
Financement de créances commerciales	(7,4)	(10,1)	(9,4)
Financement de créances locatives	(14,5)	(6,1)	(12,4)
Emprunts bancaires	(19,8)	(3,9)	(24,4)
Emprunts obligataires	(7,2)	(7,2)	(7,2)
Total endettement	(48,9)	(27,3)	(53,4)
TRÉSORERIE NETTE	199,0	250,4	285,4

L'endettement financier du Groupe est composé notamment de cessions de créances commerciales avec recours à hauteur de 7,4 millions d'euros et de financements externes auxquels sont adossés des contrats de location de matériel en France et à l'étranger à hauteur de 14,5 millions d'euros. Il s'agit donc de financements assis sur des actifs du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place en juillet 2009 un prêt bancaire à moyen terme d'un montant de 15 millions d'euros, destiné à contribuer au financement de futures acquisitions.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture.

PERSPECTIVES

La contribution du second semestre 2010 à l'EBIT annuel du Groupe tiendra compte de la saisonnalité de l'activité d'Amesys ainsi que d'un décalage dans l'exécution de certains contrats du premier au deuxième semestre. Sur ces bases, le nouveau management de Bull a choisi de fixer l'objectif d'EBIT du Groupe à un minimum de 30 millions d'euros.



2.3 RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

Bull, société mère du Groupe, a réalisé une perte nette de 18,5 millions d'euros pour le premier semestre 2010 par rapport à un profit net de 10,8 millions d'euros au premier semestre de l'année précédente.

En 2010, ce résultat provient principalement des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année 2009
	2010	2009	
Impact des résultats des filiales de Bull sur le résultat de la société mère, nets des dividendes reçus	(10,3)	2,9	4,8
Résultat net des produits et charges financiers	(1,2)	5,0	2,9
Dotation/Reprise de provision de la CRMF	(4,3)	-	1,0
Écart de change	0,9	4,6	9,6
Autres produits et charges	(3,6)	(1,7)	(2,4)
TOTAL	(18,5)	10,8	15,9

Les capitaux propres de Bull, après la perte du premier semestre 2010, s'élèvent à 141,6 millions d'euros. Ils étaient de 88,2 millions d'euros au 31 décembre 2009. Bull n'a pas distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices et n'escompte pas en distribuer dans un futur proche, afin de privilégier le financement de sa croissance.

Les résultats des principales filiales de Bull pour 2010 sont résumés ci-après :

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital	Réserves	Chiffre d'affaires	Résultat net 2010	Quote-part du capital détenue %	Valeurs d'inventaire des titres détenus
Bull SAS consolidé	36	26	370	(2)	100	62
Bull International S.A.S consolidé	10	26	213	(11)	100	25
Bull Data Systems Inc. consolidé	-	8	16	3	100	11
Groupe Amesys	6	30	44	(1)	100	105

3

ÉTATS FINANCIERS

3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	24	
3.2 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES	25	
3.2.1 Bilan consolidé	25	
3.2.2 Compte de résultat consolidé	27	
3.2.3 Tableau de variation des capitaux propres consolidés	29	
3.2.4 Tableau de flux de trésorerie	30	
3.2.5 Notes annexes aux comptes semestriels consolidés résumés	31	



3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BULL, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte, décrit dans la note 2 « recours à des estimations » de l'annexe, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, situation qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « principes comptables » de l'annexe qui recense les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2010.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 2 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Deloitte & Associés

Vincent Papazian

Albert Aïdan

3.2 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

3.2.1 BILAN CONSOLIDÉ

Actif

(en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin		Au 31 décembre
		2010	2009	2009
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	(4)	25,9	5,1	4,3
Immobilisations corporelles	(5)	53,0	39,8	43,7
Écarts d'acquisition	(6)	129,7	57,8	53,0
Actifs financiers non courants	(7)	13,5	13,4	14,2
Impôts différés – actif	(21)	15,2	16,5	16,2
Total actifs non courants		237,3	132,6	131,4
Actifs courants				
Stocks et encours	(8)	64,9	51,3	51,1
Créances clients	(9)	154,9	142,0	112,5
Autres actifs courants	(10)	81,6	75,3	61,4
Placements en garantie		17,5	10,7	16,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie		199,4	234,4	299,1
Total actifs courants		518,3	513,7	540,9
Actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF		755,6	646,3	672,3



États financiers

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

Passif

(en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin		Au 31 décembre
		2010	2009	2009
Capitaux propres				
Capital	(11)	12,1	9,7	9,7
Réserves liées au capital	(12)	352,7	268,7	270,0
Réserves de conversion		(5,5)	(7,4)	(6,1)
Réserves de réévaluation		2,0	2,1	2,2
Résultat accumulé non distribué		(196,8)	(177,8)	(178,4)
Capitaux propres		164,5	95,3	97,4
Dont :				
■ part du Groupe		164,4	95,2	97,3
■ intérêts minoritaires	(13)	0,1	0,1	0,1
Emprunts et passifs financiers non courants	(14)	31,1	10,4	29,5
Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	(15)	18,4	19,4	14,1
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi	(16)	97,1	95,0	95,8
Provisions	(17)	24,8	23,0	22,5
Impôts différés – passif	(21)	4,3	0,8	0,7
Total passifs non courants hors capitaux propres		175,7	148,6	162,6
Passifs courants				
Dettes fournisseurs		168,0	159,7	170,5
Clients : avances et acomptes reçus		8,8	5,3	17,1
Impôts à payer sur les bénéfices		6,4	8,0	6,9
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi		8,4	7,6	8,4
Produits perçus d'avance		0,3	0,8	0,7
Provisions	(17)	47,7	53,8	44,9
Autres passifs courants	(17)	157,3	150,4	141,8
Emprunts et passifs financiers courants	(14)	18,5	16,8	22,0
Total passifs courants		415,4	402,4	412,3
Passifs non courants détenus en vue de la vente		-	-	-
TOTAL DU PASSIF		755,6	646,3	672,3

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.2.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	Premier semestre		Année 2009
		2010	2009	
Activités ordinaires				
Hardware & Systems Solutions		190,6	180,6	357,7
Fulfillment & Third Party Products		23,9	41,5	76,9
Maintenance & Product Related Services (PRS)		91,6	95,5	192,1
Services & Solutions		241,2	241,0	483,2
Security & Mission Critical System		44,0		
Produits des activités ordinaires		591,3	558,6	1 109,9
Coûts des produits et services vendus		(460,1)	(436,5)	(863,6)
Marge brute		131,2	122,1	246,3
Frais de Recherche et Développement		(8,4)	(8,9)	(21,0)
Frais commerciaux		(69,2)	(62,5)	(123,7)
Frais administratifs		(42,4)	(36,8)	(73,2)
Résultat de change sur flux opérationnels		(1,2)	(0,2)	(0,8)
Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers		10,0	13,7	27,6
Autres produits opérationnels	(20)	-	3,4	7,6
Autres charges opérationnelles	(20)	(19,5)	(8,4)	(22,2)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(22)	(0,4)	0,1	-
Résultat opérationnel		(9,9)	8,8	13,0
Résultat de change sur flux financiers		1,0	(1,3)	(2,1)
Charges de financement		(5,4)	(4,9)	(10,5)
Produits de financement		1,3	2,4	4,5
Résultat avant impôts et Clause de retour à meilleure fortune		(13,0)	5,0	4,9
Impôts sur les bénéfices	(21)	(0,8)	(3,1)	(4,3)
Impôts différés	(21)	(0,3)	0,1	(0,2)
Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	(15)	(4,3)	-	1,0
RÉSULTAT NET		(18,4)	2,0	1,4
Dont :				
■ part du Groupe		(18,4)	2,0	1,4
■ part minoritaire		-	-	-
Résultat de base par action (en euros)	(23)	(0,15)	0,02	0,01
Nombre moyen pondéré d'actions		120 216 058	96 137 834	96 336 058
Résultat dilué par action (en euros)	(23)	(0,15)	0,02	0,01
Nombre potentiel d'actions		121 540 920	96 343 696	99 209 920

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.



États financiers

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

Résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année 2009
	2010	2009	
Résultat net	(18,4)	2,0	1,4
Écarts de conversion	0,6	(3,2)	(1,9)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(0,2)	0,3	0,4
Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	0,4	(2,9)	(1,5)
Résultat global consolidé	(18,0)	(0,9)	(0,1)
Attribuable :			
■ au Groupe	(18,0)	(0,9)	(0,1)
■ aux minoritaires	-	-	-

3.2.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversions	Autres réserves	Résultat accumulé non distribué	Sous-total	Minoritaires	TOTAL
Solde au 1^{er} janvier 2009	9,7	268,1	(4,2)	1,8	(179,9)	95,5	0,1	95,6
Réserves de conversion	-	-	(3,2)	-	-	(3,2)	-	(3,2)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,3	-	0,3	-	0,3
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	(3,2)	0,3	-	(2,9)	-	(2,9)
Résultat net de la période	-	-	-	-	2,0	2,0	-	2,0
Total des profits/(pertes) nets de la période	-	-	(3,2)	0,3	2,0	(0,9)	-	(0,9)
Actions d'autocontrôle	-	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
Paiement sous forme d'actions	-	0,4	-	-	-	0,4	-	0,4
SOLDE AU 30 JUIN 2009	9,7	268,7	(7,4)	2,1	(177,9)	95,2	0,1	95,3
Réserves de conversion	-	-	1,3	-	-	1,3	-	1,3
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,1	-	0,1	-	0,1
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	1,3	0,1	-	1,4	-	1,4
Résultat net de la période	-	-	-	-	(0,6)	(0,6)	-	(0,6)
Total des profits/(pertes) nets de la période	-	-	1,3	0,1	(0,6)	0,8	-	0,8
Actions d'autocontrôle	-	0,6	-	-	-	0,6	-	0,6
Paiement sous forme d'actions	-	0,7	-	-	-	0,7	-	0,7
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009	9,7	270,0	(6,1)	2,2	(178,5)	97,3	0,1	97,4
Solde au 1^{er} janvier 2010	9,7	270,0	(6,1)	2,2	(178,5)	97,3	0,1	97,4
Réserves de conversion	-	-	0,6	-	-	0,6	-	0,6
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)	-	(0,2)
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	0,6	(0,2)	-	0,4	-	0,4
Résultat net de la période	-	-	-	-	(18,4)	(18,4)	-	(18,4)
Total des profits/(pertes) nets de la période	-	-	0,6	(0,2)	(18,4)	(18,0)	-	(18,0)
Augmentation de capital	2,4	82,5	-	-	-	84,9	-	84,9
Actions d'autocontrôle	-	(0,2)	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)
Paiement sous forme d'actions	-	0,4	-	-	-	0,4	-	0,4
SOLDE AU 30 JUIN 2010	12,1	352,7	(5,5)	2,0	(196,9)	164,4	0,1	164,5

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie début d'exercice	299,1	288,9	288,9
Résultat net part du Groupe	(18,4)	2,0	1,4
Intérêts minoritaires (participation non contrôlante)		-	-
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
■ Amortissements	8,7	6,9	13,7
■ Provisions pour perte de valeur d'actifs corporels	(0,1)	-	-
■ Dépréciation écarts d'acquisition	9,2	-	3,6
■ Provisions	0,7	(9,2)	(17,5)
■ Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	4,3	-	(5,3)
■ Coûts et produits de financement	4,0	2,5	6,0
■ Impôts différés	0,3	(0,1)	0,1
■ Charge d'impôts courants	0,8	3,0	4,2
■ Paiements effectués au titre de l'impôt sur les sociétés	(0,5)	(1,4)	(2,8)
■ Encaissement au titre du crédit impôt recherche	15,3	15,8	15,8
■ Charge de rémunération des plans de stock-options	0,4	0,4	1,0
■ (Plus)/Moins-values sur cession d'immobilisations	(0,1)	0,2	(0,5)
■ Quote-part des résultats des entreprises associées	0,4	(0,2)	-
■ (Augmentation)/Diminution des placements en garantie	-	(0,8)	0,6
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité			
■ Clients et avances clients	(16,3)	8,9	48,8
■ Autres actifs courants	(15,0)	1,1	14,1
■ Stocks en encours	(10,2)	(2,1)	(1,9)
■ Fournisseurs, avances et acomptes fournisseurs	(16,5)	(41,2)	(24,9)
■ Autres passifs courants	(12,8)	(11,3)	(20,8)
Flux de trésorerie générés/(requis) par l'activité	(45,8)	(25,5)	35,6
Acquisitions d'autres immobilisations corporelles et incorporelles	(14,0)	(6,8)	(17,0)
Produits résultant de la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,2	0,6	1,6
Variation nette des autres actifs financiers	0,5	0,3	(0,3)
Incidence des variations de périmètre	(32,6)	(4,5)	(7,9)
Flux de trésorerie générés/(requis) par les investissements	(45,9)	(10,4)	(23,6)
Actions auto détenues	(0,2)	0,2	0,8
Variation nette des dettes à long et moyen terme	0,7	0,3	19,4
(Augmentation)/Diminution des placements en garantie	-	-	(7,5)
Variation nette des emprunts à court terme	(7,6)	(15,1)	(8,0)
Coûts et produits de financement *	(4,0)	(2,5)	(6,0)
Flux de trésorerie générés/(requis) par les financements	(11,1)	(17,1)	(1,3)
Effets des variations de taux de change	3,1	(1,5)	(0,5)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIN DE PÉRIODE	199,4	234,4	299,1
* Dont paiements effectués au titre des intérêts d'emprunts	(1,0)	(1,5)	(3,3)

Les flux de chaque rubrique de transactions en devises sont déterminés dans la devise de chaque pays, puis convertis en euros utilisant un taux moyen sur l'année. La différence de conversion avec les calculs retenus pour le bilan et le compte de résultat est reportée dans la ligne « Effet des variations de taux de change » qui regroupe ainsi l'ensemble des différences de chaque rubrique.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.2.5 NOTES ANNEXES AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS



Sommaire

NOTE 1	ORGANISATION	32
NOTE 2	RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS	32
NOTE 3	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	33
NOTE 4	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35
NOTE 5	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35
NOTE 6	ÉCARTS D'ACQUISITION	36
NOTE 7	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	36
NOTE 8	STOCKS ET ENCOURS	37
NOTE 9	CRÉANCES CLIENTS	37
NOTE 10	AUTRES ACTIFS COURANTS	40
NOTE 11	CAPITAL	40
NOTE 12	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	41
NOTE 13	INTÉRÊTS MINORITAIRES	41
NOTE 14	EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS	41
NOTE 15	PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE	42
NOTE 16	PROVISIONS NON COURANTES	43
NOTE 17	PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS	44
NOTE 18	INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	44
NOTE 19	CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS	45
NOTE 20	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	46
NOTE 21	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	46
NOTE 22	RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	47
NOTE 23	RÉSULTAT PAR ACTION	48
NOTE 24	PLAN D'OPTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS	48
NOTE 25	TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)	49
NOTE 26	PASSIFS ÉVENTUELS (ENGAGEMENTS HORS BILAN)	50
NOTE 27	INFORMATION SECTORIELLE	51
NOTE 28	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	53



NOTE 1 ORGANISATION

Les comptes semestriels consolidés résumés du groupe Bull comprennent les comptes de Bull et de ses filiales.

Sur la base des informations disponibles au 30 juin 2010, le capital de Bull est détenu à hauteur de 20,0 % par Crescendo Industries, de 8,1 % par France Telecom, de 2,4 % par NEC, et de 69,5 % par le public, des salariés de Bull et des fonds d'investissement. Bull détient par ailleurs 0,5 % d'actions en autocontrôle.

Bull, société mère du Groupe, est une société anonyme dont le siège social se situe en France, rue Jean-Jaurès, 78340 Les Clayes-sous-Bois. Cette société est cotée à la Bourse de Paris sur le compartiment B d'Euronext Paris. Les comptes semestriels consolidés résumés clos le 30 juin 2010 ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 27 juillet 2010.

NOTE 2 RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

Principes comptables

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2010 sont préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les principes comptables retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2010.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du groupe Bull fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2010 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- IAS 27 révisée, Consolidation ;
- IFRS 3 révisée, Regroupements d'entreprises ;
- Amendement IAS 32, relatif au classement des droits de souscription émis ;
- Amendement IAS 39, Éléments éligibles à la couverture ;
- Amendement IFRS 2, Transactions intragroupe réglées en trésorerie ;
- Amendement IFRS 5 sur les cessions partielles de titres ;
- IFRIC 12, Accords de concession de services ;
- IFRIC 15, Contrats de construction immobilière ;
- IFRIC 16, Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- IFRIC 17, Distribution d'actifs autres que de la trésorerie aux investisseurs ;
- IFRIC 18, Transfert d'actifs en provenance des clients.

À la date d'arrêté des présents états financiers, les nouveaux textes et les interprétations suivantes étaient émis :

- amendement IAS 32, Classement des droits de souscription émis ;
- amendements IFRIC 14, Paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement normal ;
- IFRIC 19, Extinction des dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

Le groupe Bull mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés du groupe Bull exige que la direction se fonde sur des hypothèses et qu'elle effectue des estimations qui ont un impact sur les montants qui apparaissent dans les états financiers relatifs aux actifs et aux passifs existants, aux charges et aux produits, aux actifs et passifs éventuels, ainsi que dans les annexes relatives aux comptes consolidés. Le Groupe établit régulièrement des estimations, notamment celles qui ont trait aux créances douteuses, aux provisions pour dépréciation des stocks et encours, aux participations non consolidées, à la valeur comptable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, aux impôts différés actifs (cf. note 21), à la Clause de retour à meilleure fortune à verser à l'État français (cf. note 15), aux restructurations, aux engagements de retraite, aux passifs éventuels et aux litiges. Les estimations du Groupe sont fondées sur son expérience passée et sur diverses autres hypothèses qu'il juge raisonnables au vu des circonstances et qui constituent le fondement de l'évaluation d'actifs et de passifs dont la valeur comptable n'est pas immédiatement déterminable d'après d'autres sources.

Les comptes ont été établis dans un contexte de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, ce qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos au 31 décembre 2009.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, il est donc possible qu'au moment du dénouement des opérations concernées, les résultats réels soient susceptibles de différer de ces estimations et d'avoir une incidence sur les états financiers des périodes futures. Les estimations utilisées sont détaillées dans les notes correspondantes.

Saisonnalité

Sur les quatre dernières années, le chiffre d'affaires de chaque semestre était relativement équilibré. À l'intérieur de chaque semestre, le dernier mois est plus fort que les cinq précédents. Les charges opérationnelles sont généralement uniformément réparties sur l'année.

NOTE 3 VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

La seule variation de périmètre constatée lors du premier semestre 2010 concerne l'acquisition du groupe Amesys.

Lors de sa réunion le 18 janvier 2010, l'assemblée générale des actionnaires de Bull a massivement approuvé l'apport à Bull par Crescendo Industries du groupe Amesys. La transaction permet à Bull de devenir un leader européen des solutions de traitement informatique à grande échelle pour les systèmes critiques et sécuritaires en combinant d'une part, le savoir-faire du groupe Amesys dans le traitement du signal en temps réel et, d'autre part, l'expertise de Bull dans le traitement, l'analyse et l'exploitation des informations comme le Calcul haute performance, le stockage ainsi que les services d'infrastructure et d'infogérance associés. L'assemblée générale a également approuvé l'augmentation du capital social au profit de Crescendo Industries, actionnaire du groupe Amesys. Crescendo Industries est ainsi devenu l'actionnaire de référence de Bull avec une participation de 19,87 % après l'opération. Un versement en numéraire à Crescendo Industries de 37,6 millions d'euros a également été effectué lors de la finalisation de l'opération le 18 janvier 2010.

L'opération se traduit par l'intégration du groupe Amesys dans le périmètre de consolidation du groupe Bull à compter du 1^{er} janvier 2010 et, sur le plan organisationnel, par la création d'une nouvelle division au sein de Bull, nommée « Sécurité et systèmes critiques » dirigée par l'équipe d'Amesys et dont les activités d'Amesys sont le socle.



États financiers

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

L'impact de l'acquisition du groupe Amesys sur le bilan du Groupe est présenté de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 1^{er} janvier 2010
Immobilisations incorporelles	23,2
Immobilisations corporelles	1,7
Stocks et encours	2,9
Créances clients	38,6
Autres actifs courants	3,5
Placements en garantie	0,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7,3
Emprunts et passifs financiers non courants	(0,6)
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi	(1,3)
Provisions non courantes	(0,6)
Impôts différés – passif	(4,2)
Dettes fournisseurs	(16,7)
Clients : avances et acomptes reçus	(7,4)
Impôts à payer sur les bénéfices	(0,1)
Produits perçus d'avance	(0,7)
Provisions courantes	(1,0)
Autres passifs courants	(7,2)
Emprunts et passifs financiers courants	(1,6)
Juste valeur des actifs nets acquis	36,6
Écart d'acquisition	85,9
TOTAL ACQUISITION	122,5
Dont :	
■ prix d'acquisition versé en numéraire	37,6
■ prix d'acquisition versé en actions	84,9

Ces montants sont provisoires et pourraient faire l'objet d'ajustements afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues auraient affecté l'évaluation de ces actifs et de ces passifs. Cette période d'évaluation ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en autres charges opérationnelles pour 2,7 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2010. Les frais comptabilisés sur l'exercice 2009 étaient de 1,8 million d'euros.

L'acquisition a été financée en partie par augmentation de capital avec la création de 24 000 000 d'actions en date du 18 janvier 2010. À cette date le cours de l'action Bull s'élevait à 3,54 euros par action.

La contribution du groupe Amesys au résultat du groupe Bull au 30 juin 2010, exprimée en millions d'euros, est la suivante :

- Chiffre d'affaires : 44,0
- Marge brute : 8,4
- EBIT : (0,7)
- Résultat net : (0,8)

NOTE 4 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

2010 (en millions d'euros)	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Cessions Reprises Transferts	Écarts de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Valeur brute en fin d'exercice
Frais de développement capitalisés	5,5	-	-	0,4	-	5,9
Relations commerciales	4,0	-	-	-	4,5	8,5
Technologies	5,8	0,8	(0,1)	-	19,7	26,2
TOTAL	15,3	0,8	(0,1)	0,4	24,2	40,6

2010 (en millions d'euros)	Amort. en début d'exercice	Dotations	Cessions Reprises Transferts	Écarts de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Amort. en fin d'exercice
Frais de développement capitalisés	(4,2)	(0,6)	-	(0,2)	-	(5,0)
Relations commerciales	(1,3)	(0,3)	-	-	(0,9)	(2,5)
Technologies	(5,5)	(1,7)	0,1	-	(0,1)	(7,2)
TOTAL	(11,0)	(2,6)	0,1	(0,2)	(1,0)	(14,7)

(1) Concerne les variations de périmètre intervenues en 2010. Dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition, des immobilisations incorporelles ont été identifiées pour 3,5 millions d'euros (relations commerciales amortissables sur une durée comprise entre 8 et 11 années) et pour 19,6 millions d'euros (technologies amortissables sur une durée comprise entre 4 et 7 années).

NOTE 5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2010 (en millions d'euros)	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Cessions Reprises Transferts	Écarts de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Valeur brute en fin d'exercice
Terrains	3,2	-	-	-	-	3,2
Constructions	99,5	1,0	(0,1)	0,4	1,1	101,9
Matériel et outillage	96,7	12,2	(3,0)	4,0	4,0	113,9
Matériel de location	2,3	-	(1,1)	0,1	-	1,3
TOTAL	201,7	13,2	(4,2)	4,5	5,1	220,3

2010 (en millions d'euros)	Amort. en début d'exercice	Dotations	Cessions Reprises Transferts	Écarts de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Amort. en fin d'exercice
Constructions	(75,0)	(2,1)	0,1	(0,3)	(0,7)	(78,0)
Matériel et outillage	(80,8)	(3,9)	2,9	(3,6)	(2,7)	(88,1)
Matériel de location	(2,2)	-	1,1	(0,1)	-	(1,2)
TOTAL	(158,0)	(6,0)	4,1	(4,0)	(3,4)	(167,3)

(1) Concerne les variations de périmètre intervenues en 2010.

NOTE 6 ÉCARTS D'ACQUISITION

2010

(en millions d'euros)	Valeur en début d'exercice	Acquisitions/dépréciations	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Valeur brute	57,7	85,9	-	143,6
Perte de valeur	(4,7)	(9,2)	-	(13,9)
VALEUR NETTE	53,0	76,7	-	129,7

Les écarts d'acquisition par entité s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 déc.
	2010	2009	2009
Bull HN Information Systems Inc. (États-Unis)	1,1	1,1	1,1
Réseau international	6,1	6,1	6,1
Bull SAS (France)	1,4	1,4	1,4
AMG.net (Pologne)	7,1	7,1	7,1
Agarik (France)	5,4	5,4	5,4
Serviware (France)	3,5	3,4	3,5
Siconet (Espagne)	-	12,2	9,2
CSB (Luxembourg)	3,7	4,4	3,7
Sirus (France)	1,8	1,8	1,8
science+computing (Allemagne)	13,7	14,9	13,7
Groupe Amesys	85,9	-	-
TOTAL	129,7	57,8	53,0

En 2010, le Groupe a constaté 85,9 millions d'euros d'écart d'acquisition liés à l'entrée dans le périmètre du groupe Amesys (voir note 3). Le montant de l'écart d'acquisition est provisoire et pourrait faire l'objet d'ajustements dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Les acquisitions récentes constituent chacune une unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle les écarts d'acquisition sont alloués.

Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Au 30 juin 2010, compte tenu de la baisse de la profitabilité de Siconet dans un contexte de crise profonde et durable en Espagne, les tests de valorisation effectués ont entraîné la comptabilisation d'une perte de valeur de l'écart d'acquisition de la société pour 9,2 millions d'euros. Ces tests ont porté sur l'actualisation du business plan, tous les autres paramètres restant inchangés par rapport au 31 décembre 2009. D'autres tests de dépréciation ont été effectués mais n'ont pas conduit à la constatation de perte de valeur complémentaire.

NOTE 7 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Valeur nette au 01/01/2010	Acquisitions	Cessions	Ajustements de valeur	Autres mouvements	Valeur nette au 30/06/2010
Actifs financiers disponibles à la vente	3,3	-	-	(0,3)	-	3,0
Prêts et avances	7,3	-	-	-	-	7,3
Participations dans les entreprises associées	3,6	-	-	-	(0,4)	3,2
TOTAL	14,2	-	-	(0,3)	(0,4)	13,5

Autres actifs financiers disponibles à la vente : ils comprennent pour l'essentiel les titres suivants : Symantec (moins de 1 %) évalué pour 1,9 million d'euros (2,1 millions d'euros fin 2009), Keynectis (14,39 %) évalués pour 0,6 million d'euros, Safelayer (15 %) valorisé pour 0,5 million d'euros.

Prêts et avances : ils concernent pour l'essentiel des prêts entrant dans le cadre de l'aide à la construction en faveur des salariés.

Participations dans les entreprises associées : au 30 juin 2010, comme à fin décembre 2009, ce poste comprend pour l'essentiel les participations dans les sociétés françaises Bull Finance (48,6 %) et SERES (34,0 %).

La part de résultat net dans les entreprises associées correspondant aux intérêts du groupe Bull est incluse dans le compte de résultat consolidé à la ligne intitulée « Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées ».

NOTE 8 STOCKS ET ENCOURS

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Produits finis	50,1	53,1	40,0
Produits encours, matières premières et fournitures	25,7	12,6	22,7
Pièces de rechange	18,4	18,0	17,9
Provisions pour dépréciation des :			
■ produits finis	(7,3)	(11,3)	(9,7)
■ produits encours, matières premières et fournitures	(6,6)	(5,4)	(4,9)
■ pièces de rechange	(15,4)	(15,7)	(14,9)
TOTAL	64,9	51,3	51,1

NOTE 9 CRÉANCES CLIENTS

CONTRATS DE LOCATION DE MATÉRIEL

Les contrats non résiliables de location à moyen terme comptabilisés comme des ventes pour la valeur actualisée des locations minima à recevoir correspondent à des volumes d'activité non significatifs. En général, ces contrats de location de matériel sont souscrits pour une période initiale d'un ou deux ans pendant laquelle ils ne sont pas résiliables.

Les contrats de location de matériel adossés à des financements externes sans recours sur Bull sont comptabilisés selon les critères des normes IAS 17, IAS 32 et IAS 39. Les créances cédées dans le cadre de ces contrats ont été reconstituées en créances clients pour le montant de l'encours de loyers restant dû.

« CONTRATS DE CONSTRUCTION » (IAS 11)

Bull réalise des contrats de construction dans de multiples pays, comptabilisés en fonction de l'état d'avancement. Pour les contrats réalisés en France, qui représentent la majorité des contrats de construction significatifs, le degré d'avancement est déterminé sur la base des coûts encourus pour les travaux exécutés. Pour les autres contrats la méthode des points de passage contractuellement définis (« milestones »), qui atteste de l'avancement d'une partie des travaux, est utilisée.

L'analyse de l'ensemble des contrats français de construction se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
■ Montant des produits des contrats comptabilisés	49,5	46,8	92,6
■ Pour les contrats en cours à la fin de la période :			
a) montant total des coûts encourus et des bénéfices comptabilisés (moins les pertes comptabilisées)	134,3	104,8	115,9
b) montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat	13,9	20,7	10,8
c) montant brut dû aux clients pour les travaux du contrat	(3,2)	(2,0)	(6,1)
d) avances reçues	-	-	-

CESSION DE CRÉANCES CLIENTS

Le Groupe procède à deux types de cession de créances : cession de créances commerciales dans le cadre de contrats d'affacturage d'une part, cession de créances locatives dans le cadre de contrats de refinancement avec des établissements de crédit d'autre part. Dans le premier cas, il s'agit de créances clients unitaires avec une échéance à court terme ; dans le second, il s'agit de la totalité de la créance de loyers dus de manière irrévocable par un client dans le cadre d'un contrat de location à moyen terme d'équipements.

Ces cessions sont examinées de manière approfondie selon les critères de l'IAS 39, et sont ou non décomptabilisées selon que l'analyse conclut à un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages.

Le principal contrat concerne les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France. Un nouveau contrat a été conclu fin 2008, se traduisant par une cession sans recours pour la majeure partie des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet à Bull SAS de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours, et plus particulièrement :

- le risque de défaillance du client ;
- le risque lié au retard de paiement ;
- le seul risque conservé par Bull est le risque de dilution qui donne lieu à la constitution d'une réserve auprès de l'organisme d'affacturage calibrée au plus près de la dilution réelle. Ce risque résiduel a été considéré comme non significatif au regard des autres risques transférés.

Ce contrat d'affacturage prévoit un préavis de résiliation d'un an de la part de chacune des Parties. L'affactureur est tenu à ce délai de préavis sous réserve que les indicateurs suivants soient respectés, sur la base des comptes consolidés semestriels et annuels de Bull :

- 1) EBITDA égal ou supérieur à 30 millions d'euros (sur une base annuelle) ;
- 2) ratio (dette nette/fonds propres) inférieur ou égal à 80 %.

En cas de non-respect de ces indicateurs, le délai de préavis de résiliation serait ramené à trois mois.

Les cessions de créances locatives sont intervenues en France (cessions comptabilisées pour un montant de 14,2 millions d'euros à fin juin 2010 contre 13,3 millions d'euros à fin décembre 2009), en Belgique et en Grande-Bretagne.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble de ces opérations, par nature, en indiquant la valeur comptable des actifs cédés et celle des passifs associés.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2010			Au 30 juin 2009			Au 31 décembre 2009		
	Créances			Créances			Créances		
	Commerciales	Locatives	Total	Commerciales	Locatives	Total	Commerciales	Locatives	Total
Cessions comptabilisées									
■ créances cédées	7,4	14,5	21,9	10,1	5,7	15,8	9,4	13,8	23,2
■ trésorerie	5,0	14,5	19,5	7,0	5,7	12,8	8,2	13,8	22,0
■ comptes de garantie / compte courant affacturage	2,4	-	2,4	3,0	-	3,0	1,2	-	1,2
■ dette	7,4	14,5	21,9	10,1	5,7	15,8	9,4	13,8	23,2
Cessions décomptabilisées									
■ créances cédées	130,9	6,0	136,9	115,2	5,6	120,8	156,3	7,1	163,4
■ trésorerie	102,3	6,0	108,3	86,2	5,6	91,8	134,7	7,1	141,8
■ comptes de garantie / compte courant affacturage	28,6	-	28,6	29,0	-	29,0	21,6	-	21,6

Détails concernant les cessions de créances commerciales effectuées par Bull SAS

L'impact de la cession de créances de Bull SAS du 30 juin 2010 sur les différents postes du bilan peut se résumer comme suit :

Poste concerné (en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre	Commentaires
	2010	2009	2009	
Clients et comptes rattachés	(120,1)	(93,7)	(138,2)	Décomptabilisation des créances clients cédées sans recours
Compte de garantie affacturage	9,8	9,2	11,2	Dépôt de garantie contractuel
Compte courant affacturage	15,5	22,0	11,3	Créances clients cédées sans recours mais non financées
Trésorerie	97,6	72,6	123,3	Trésorerie obtenue (hors frais)
TOTAL	2,8	10,1	7,6	
Emprunts et passifs financiers courants	2,8	10,1	7,6	Dette correspondant au montant des créances cédées avec recours
TOTAL	2,8	10,1	7,6	

VALEUR DES CRÉANCES CLIENTS

La valeur nette comptable des créances clients, telle qu'elle est rapportée au bilan, reflète leur valeur de marché et se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Répartition par nature			
Valeur brute	162,8	149,2	119,7
Dépréciation	(7,9)	(7,2)	(7,2)
VALEUR NETTE	154,9	142,0	112,5

Par ancienneté, la valeur nette des créances se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2010		Au 30 juin 2009		Au 31 décembre 2009	
	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
Créances non échues	83,6	-	78,6	-	49,8	-
Échues depuis moins de 30 jours	28,6	-	26,7	-	34,3	-
Échues depuis plus de 30 et moins de 60 jours	10,5	-	12,0	-	7,4	(0,1)
Échues depuis plus de 60 et moins de 90 jours	12,1	-	6,5	(0,1)	2,8	-
Échues depuis plus de 90 et moins de 180 jours	9,0	(0,1)	10,4	-	7,2	(0,1)
Échues depuis plus de 180 et moins de 360 jours	7,8	(0,1)	5,1	(0,2)	9,0	(0,4)
Échues depuis plus d'un an	11,2	(7,7)	9,9	(6,9)	9,2	(6,6)
TOTAL	162,8	(7,9)	149,2	(7,2)	119,7	(7,2)

À fin juin 2010, comme à fin 2009, la majorité des créances échues depuis plus de 180 jours correspond à des grands comptes publics et parapublics de pays du Moyen Orient, du Maghreb et d'Afrique sub-saharienne. Le recouvrement de ces créances peut être long, mais ne présente pas de risque majeur.

Le délai moyen d'encaissement clients est de 50 jours au 30 juin 2010 contre 55 jours en 2009.

NOTE 10 AUTRES ACTIFS COURANTS

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Créances sur financement R&D	5,0	4,4	5,3
Créances fiscales	8,0	6,1	6,0
Créances liées au personnel	1,7	1,5	0,8
Dépôts et cautionnements versés	3,1	4,1	2,7
Compte de garantie affacturage	11,3	9,3	11,3
Compte courant affacturage	19,7	23,2	11,6
Autres créances liées à l'exploitation	7,2	3,1	4,1
Charges constatées d'avance	25,6	23,6	19,6
TOTAL	81,6	75,3	61,4

Le compte courant affacturage correspond principalement au montant des créances cédées, mais non financées.

NOTE 11 CAPITAL

Au 30 juin 2010, le capital de Bull est constitué de 120 786 647 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

Toutes les actions émises sont intégralement libérées.

Au 30 juin 2010, Bull autodétient 570 589 actions de son capital, représentant une valeur de marché de 1,5 million d'euros.

NOTE 12 RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL

Au 30 juin 2010, le montant des réserves liées au capital est de 352,7 millions d'euros contre 270,0 millions d'euros à fin 2009. Cette variation de 82,7 millions d'euros se détaille ainsi :

- 82,5 millions d'euros au titre de l'augmentation de capital ;
- 0,4 million d'euros au titre des différents plans d'options ;
- (0,2) million d'euros suite à l'acquisition d'actions d'autocontrôle dans le cadre d'un contrat de liquidité.

NOTE 13 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Pour l'essentiel, ils sont constitués d'une participation minoritaire de 8 % prise par la société NEC le 31 janvier 2006 dans la société Evidian suite à une opération d'augmentation de capital.

NOTE 14 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR NATURE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Emprunt obligataire – OCEANES	0,2	0,2	0,2
Emprunt obligataire – NEC	7,0	7,0	7,0
Financement de créances locatives	6,7	1,6	6,1
Emprunts auprès des établissements de crédit	17,0	1,6	16,2
Instruments dérivés passifs	0,2	-	-
Dettes financières à plus d'un an	31,1	10,4	29,5
Financement de créances locatives	7,8	4,4	7,2
Financement de créances commerciales	7,4	10,1	7,5
Emprunts auprès des établissements de crédit	2,4	2,0	7,2
Découverts bancaires	0,4	0,3	0,1
Instruments dérivés passifs	0,5	-	-
Dettes financières à moins d'un an	18,5	16,8	22,0
DETTE FINANCIÈRE TOTALE	49,6	27,2	51,5

Emprunt obligataire – OCEANES

Au 30 juin 2010, le solde des OCEANES non converties s'élève à 58 629 titres. Ces obligations, remboursables le 1^{er} janvier 2033, représentent la part non-convertie des 11 495 396 titres émis en mai 2000 et non apportée à l'offre publique d'échange intervenue en juin – juillet 2004 et complétée en mars 2005. Ces 58 629 obligations convertibles donneraient droit, à la conversion, à 5 862 actions de 0,10 euro de nominal.

Emprunt obligataire – NEC

Le 31 janvier 2006, NEC Corporation a souscrit à un emprunt obligataire convertible en actions, de 6 998 420 euros émis par Evidian (valeur nominale par obligation : 1 euro). Les obligations portent intérêt au taux du marché (EURIBOR à un an + 75 points de base).

Les obligations seront remboursables en totalité au 31 janvier 2011. De son côté, Evidian conserve la faculté de rembourser les obligations en une seule fois à tout moment à sa convenance.

Emprunts auprès d'établissements de crédit

L'encours est essentiellement constitué d'un crédit bancaire à moyen terme, contracté par Bull le 15 juillet 2009, de 15 millions d'euros, d'une durée de 5 ans, remboursable en 4 annuités à compter du 15 juillet 2011. Il est destiné à faciliter des futures opérations de croissance externe.

Il est assorti d'un dépôt de la part de Bull, sous la forme du nantissement d'un bon à moyen terme négociable d'une durée de 2 ans émis par la banque prêteuse à hauteur de 7,5 millions d'euros.

Ce contrat de prêt comporte une clause d'exigibilité anticipée, dans le cas où les comptes consolidés du Groupe ne respecteraient pas un des ratios financiers suivants :

- endettement net/EBITDA inférieur à 2 ;
- endettement net/fonds propres inférieur à 1.

Financement de créances locatives et commerciales

Il s'agit de financements assis sur des actifs du Groupe. Les créances locatives correspondent à des contrats de location à moyen terme de matériels, cédées à des établissements de crédit pour en assurer le refinancement. Les financements associés à des créances commerciales correspondent à la partie des créances cédées avec recours dans le cadre de programmes d'affacturage.

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR ÉCHÉANCE

Au 30 juin 2010, l'échéancier en capital de la dette financière est le suivant :

(en millions d'euros)	Total	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Années suivantes
Montants	49,6	18,5	14,9	8,1	3,9	3,8	0,4

La dette à moins d'un an donne lieu à l'échéancier ci-dessous :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2010
moins d'un mois	11,1
de 1 à 3 mois	2,2
de 3 à 6 mois	1,4
de 6 à 12 mois	3,8
TOTAL	18,5

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Euro	45,8	23,1	48,8
Livre sterling	2,3	3,7	2,7
Autres	1,5	0,4	-
TOTAL	49,6	27,2	51,5

NOTE 15 PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE

Le 20 février 2004, l'État français a notifié à la Commission européenne un projet d'aide à la restructuration à Bull, assortie d'une Clause de retour à meilleure fortune (CRMF). Après l'autorisation de la Commission le 1^{er} décembre 2004, l'État a versé une aide de 517 millions d'euros le 14 janvier 2005. Les conditions d'application de la CRMF sont les suivantes :

Bull s'engage à verser à l'État, pendant une période de huit exercices commençant le premier janvier 2005 et se terminant le 31 décembre 2012, sur la base des comptes arrêtés au titre de ces exercices, une somme égale à 23,5 % de la fraction excédant 10 millions d'euros du résultat courant consolidé avant impôts de l'exercice de Bull (RCAI) tel qu'il ressortira chaque année. Ce versement, qui doit intervenir chaque année après l'approbation des comptes de l'exercice par l'assemblée générale annuelle de la Société, est applicable sous les conditions cumulatives suivantes :

- 1) le RCAI de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 2) le flux de trésorerie généré par les opérations de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 3) les capitaux propres consolidés de Bull, après application de la CRMF au cours d'un exercice, ne deviennent pas inférieurs à 10 millions d'euros.

Si, pour un exercice donné, l'un quelconque des trois critères ci-dessus n'est pas rempli, aucune somme ne sera due par Bull en application de la CRMF au titre de cet exercice.

Par ailleurs, Bull peut à son initiative et à tout moment, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004 par l'assemblée générale annuelle de la Société, procéder au rachat anticipé de la CRMF dans des conditions définies.

De même, dans l'hypothèse où Bull ferait l'objet d'une prise de contrôle, l'État peut, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004, demander à Bull de procéder au rachat anticipé de la CRMF.

Les différentes estimations de remboursement de la CRMF prennent en compte certaines modalités d'application de la CRMF et sont affectées d'un taux d'actualisation intégrant les facteurs d'incertitude de l'activité.

Les critères de paiement de la CRMF ont été remplis pour la première fois en 2008. Un versement de 4,3 millions d'euros a été effectué fin juillet 2009.

Lors de la clôture des comptes de l'année 2009, il a été tenu compte de la révision récente du plan stratégique à trois ans (2010 à 2012), ce qui a conduit à l'actualisation du calcul de la CRMF.

La provision a ainsi été réduite de 19,4 millions d'euros à 14,1 millions d'euros au 31 décembre 2009. Toutefois, les critères de paiement de la CRMF ont été remplis pour la deuxième année consécutive pour un montant de 2,9 millions d'euros.

Au 30 juin 2010, la provision a été réévaluée à 18,4 millions d'euros pour tenir compte de la contribution des profits futurs du groupe Amesys aux résultats du Groupe.

NOTE 16 PROVISIONS NON COURANTES

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Loyers des locaux inoccupés	1,7	1,2	1,5
Avantages au personnel	9,4	8,5	9,0
Risques fiscaux	8,5	11,1	7,1
Autres risques et divers	5,2	2,2	4,9
TOTAL	24,8	23,0	22,5

■ Variations de l'exercice des provisions non courantes

(en millions d'euros)	Valeur 01/01/2010	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements *	Valeur 30/06/2010
TOTAL PROVISIONS	22,5	0,6	(0,6)	-	2,3	24,8

* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2010.

NOTE 17 PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS

■ Provisions courantes

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Restructurations antérieures à 2002	-	0,1	-
Frais de personnel et engagements assimilés	5,3	7,7	4,1
Réclamations clients	5,8	3,5	5,0
Garanties produits	5,4	5,8	5,5
Autres risques et charges relatifs aux produits et services vendus	5,0	4,6	4,7
Charges à payer et divers	26,2	32,1	25,6
TOTAL	47,7	53,8	44,9

■ Variation de l'exercice des provisions courantes

(en millions d'euros)	Valeur 01/01/2010	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements *	Valeur 30/06/2010
TOTAL PROVISIONS	44,9	13,3	(7,2)	(4,5)	1,2	47,7

* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de périmètre intervenues en 2010.

■ Autres passifs courants

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Impôts et taxes	3,0	2,5	1,8
Salaires	29,7	33,1	31,1
Autres frais de personnel	54,0	47,8	44,3
Factures à recevoir et divers	70,6	67,0	64,6
TOTAL	157,3	150,4	141,8

NOTE 18 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principes retenus par le Groupe pour la gestion de ses risques financiers sont explicités au chapitre 1.3 « Gestion des risques » du présent document.

RISQUE DE CHANGE

Les instruments dérivés négociés ne font pas l'objet d'une documentation de couverture au sens de la norme IAS 39. Ainsi les gains et pertes sur leur évaluation à la juste valeur sont enregistrés en résultat opérationnel. Les justes valeurs des instruments dérivés de change au 30 juin 2010 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Actif	Passif
Achats à terme	0,3	0,1
Ventes à terme	-	0,2
Achats d'options d'achat	0,9	-
Ventes d'options de vente	-	0,4
TOTAL	1,2	0,7

La juste valeur des opérations à terme est donnée par les cours à terme des devises concernées à la date de clôture, celle des options par les modèles standards de valorisation des options. Ces opérations entrent donc dans la catégorie des opérations évaluées selon le niveau 2 de la norme IFRS 7, ie sur la base de paramètres de marchés observables.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés de change ont un impact net positif de 0,4 million d'euros, avant impôts, sur le compte de résultat au 30 juin 2010.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les actifs financiers à taux variable sont les placements en OPCVM monétaires, le Bon à Moyen Terme Négociable (BMTN) souscrit en garantie du prêt à moyen terme, et les comptes de garantie. Les actifs financiers à taux fixe sont les certificats de dépôt, dont le taux est fixe jusqu'à leur échéance trimestrielle.

Les passifs financiers à taux variable sont constitués du financement résultant des programmes de cession de créances commerciales pour leur part cédée avec recours, du crédit bancaire à moyen terme de 15 millions d'euros, de l'emprunt obligataire NEC. Les passifs financiers à taux fixe sont les financements de créances locatives et les autres emprunts bancaires.

Les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variables. Actifs et passifs financiers à taux variables sont liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Taux fixe :			
Actifs financiers	68,8	79,2	62,6
Passifs financiers	(20,5)	(10,2)	(23,8)
Exposition nette taux fixe	48,3	69,0	38,8
Taux variable :			
Actifs financiers	138,7	122,4	226,2
Passifs financiers	(28,4)	(17,0)	(29,6)
Exposition nette taux variable	110,3	105,4	196,6

Il faut toutefois noter que les chiffres ci-dessus correspondent à l'exposition bilancielle. Le Groupe bénéficie par ailleurs du financement à taux variable de ses créances commerciales cédées sans recours, et décomptabilisées. Le montant de ces financements au 30 juin 2010 est de 102,3 millions d'euros (voir note 9 « Cessions de créances clients »), et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est de 8,0 millions d'euros.

NOTE 19 CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS

À l'exception des soldes relatifs aux sociétés apparentées, aucun client ne représente plus de 10 % du total clients.

NOTE 20 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » de nature non récurrente regroupent les postes suivants :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2009
	2010	2009	
Gains nets sur cessions d'actifs	-	-	0,5
Dépréciation écarts d'acquisition	(9,2)	-	(3,6)
Coûts de départs transactionnels	(7,2)	(7,7)	(14,4)
Divers	(3,1)	2,7	2,9
TOTAL	(19,5)	(5,0)	(14,6)

1^{er} semestre 2010 :

Les pertes nettes de 3,1 millions d'euros correspondent pour l'essentiel à :

- 2,7 millions d'euros de coûts liés à l'acquisition du groupe Amesys ;
- 0,4 million d'euros de dotation aux provisions relatives à des litiges dont les risques ont été réévalués.

1^{er} semestre 2009 :

Les gains nets de 2,7 millions d'euros correspondent pour l'essentiel à :

- 3,3 millions d'euros de reprises sur provisions relatives à des litiges anciens dont les risques ont été réévalués ;
- 0,4 million de charges consécutives à la dissolution du fonds de pension en Irlande ;
- 0,2 million de pertes sur cession et destruction d'immobilisations corporelles.

Exercice 2009 :

Les gains nets de 2,9 millions d'euros correspondent pour l'essentiel à :

- 5,2 millions d'euros de reprises sur provisions relatives à des litiges anciens dont les risques ont été réévalués ;
- 1,8 million d'euros de coûts liés à l'acquisition du groupe Amesys ;
- 0,4 million de charges consécutives à la dissolution du fonds de pension en Irlande.

NOTE 21 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le groupe Bull est assujéti à divers impôts sur les bénéfices conformément à la législation fiscale en vigueur dans les différents pays où il exerce ses activités.

Bull n'est pas placé sous le régime du bénéfice mondial et seules les sociétés françaises sont intégrées fiscalement à l'exception de la société Evidian.

Les impôts sur les bénéfices s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2009
	2010	2009	
Impôts exigibles	(0,8)	(3,1)	(4,3)
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	(0,8)	(3,1)	(4,3)

Depuis 2008, le Crédit d'impôt recherche est classé en diminution des frais de Recherche et Développement. Le Crédit d'impôt recherche au titre de 2009 a été encaissé et comptabilisé en diminution des frais de R&D au cours du premier semestre 2010.

Depuis 2010, la taxe professionnelle est remplacée par deux nouvelles contributions :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle taxe professionnelle ;
- la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Au 30 juin 2010, CFE et CVAE sont comptabilisées en résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers (EBIT).

À la suite du changement fiscal mentionné ci-dessus, le Groupe a réexaminé le traitement comptable de l'impôt pour ses entités françaises, en tenant compte des derniers éléments d'analyse disponibles sur le traitement comptable des impôts et taxes au regard des normes IFRS et des interprétations de l'IFRIC.

Ainsi, conformément aux dispositions de la norme IAS 12, la CVAE a été qualifiée d'impôt exigible mais n'a pas fait l'objet d'une comptabilisation au 30 juin 2010. Une analyse est actuellement menée afin de pouvoir procéder au cours du second semestre 2010 au reclassement de la CVAE.

Les impôts différés actifs et passifs se détaillent ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Impôts différés – actif	15,2	16,5	16,2
Impôts différés – passif	(4,3)	(0,8)	(0,7)
IMPÔTS DIFFÉRÉS – NET	10,9	15,7	15,5

VÉRIFICATIONS FISCALES

Au cours de l'exercice 2009 Bull SAS a fait l'objet de contrôles fiscaux, portant sur les exercices 2006 et 2007. Les propositions de redressement qui en résultent sont contestées par la Société. Les crédits d'impôt recherche n'ont pas été remis en cause.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés actifs sont déterminés d'une part à partir des consommations des différences temporaires, et d'autre part des résultats prévisionnels annuels tels qu'ils ressortent du dernier plan stratégique présenté au conseil d'administration. Une revue fiscale de ces résultats prévisionnels sera menée au cours du second semestre 2010, permettant ainsi d'établir le montant des impôts différés actifs à reconnaître sur les déficits reportables.

Les impôts différés actifs s'élèvent à 15,2 millions d'euros au 30 juin 2010 comparé à 16,2 millions d'euros à fin 2009. Les impôts différés passifs s'élèvent à 4,3 millions d'euros au 30 juin 2010 comparé à 0,7 million d'euros à fin 2009. Cette augmentation est liée pour 4,2 millions d'euros à la reconnaissance d'immobilisations incorporelles dans le cadre de l'acquisition du groupe Amesys.

TAUX EFFECTIF D'IMPÔTS

Par l'utilisation ou la génération de reports déficitaires, ainsi que par la constatation et la reconnaissance d'impôts différés actifs, le taux d'impôt effectif est significativement différent du taux statutaire ; en conséquence, la réconciliation entre ces deux taux d'impôt, n'a pas de pertinence et n'a donc pas été établie.

DÉFICITS REPORTABLES

Au 30 juin 2010, le groupe Bull dispose, en cumul, entité par entité, de reports déficitaires fiscaux estimés dans leur ensemble à 1 949,3 millions d'euros majoritairement en France. Ces reports déficitaires sont à concurrence de 1 899,4 millions d'euros reportables indéfiniment, le solde étant soumis à prescription comme suit : 5,5 millions d'euros en 2010, 3,4 millions d'euros en 2011 et 41,0 millions d'euros en 2012 et au-delà.

NOTE 22 RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La quote-part des résultats des entreprises associées concerne principalement Bull Finance et SERES.

NOTE 23 RÉSULTAT PAR ACTION

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Résultat net (part du Groupe)	(18,4)	2,0	1,4
Nombre d'actions ordinaires	120 216 058	96 137 834	96 336 058
Résultat de base par action (en euros)	(0,15)	0,02	0,01
Nombre d'actions ordinaires et potentielles	121 540 920	96 343 696	99 209 920
Résultat dilué par action (en euros)	(0,15)	0,02	0,01

Le résultat dilué par action inclut l'effet dilutif des options de souscription d'actions « dans la monnaie » et des OCEANES.

NOTE 24 PLAN D'OPTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS

Le détail des plans de souscription d'actions octroyés de 2000 à 2009 figure dans le rapport annuel 2009 à la note 26 de l'annexe aux comptes consolidés. L'attribution 2010 est détaillée ci-après.

ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS DE 2010

En 2010, 200 000 nouvelles options de souscription d'actions ont été attribuées lors du conseil d'administration du 10 février 2010 au prix de 3,45 euros par action nouvelle. Aucune option n'a été exercée pendant l'année. Au 30 juin 2010 la totalité des 200 000 options de souscription sont caduques. Il ne reste donc aucune option potentiellement exerçable à cette date.

	Plan 2010
Date d'assemblée	14/05/2008
Date du conseil	10/02/2010
Nombre d'options consenties à l'origine	200 000
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont aux membres du comité opérationnel ■ dont mandataire social : Didier Lamouche 	200 000 200 000
Nombre de bénéficiaires	1
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont membres du comité opérationnel ■ dont mandataire social : Didier Lamouche 	1 1
Date de départ d'exercice	26/02/2014
Date d'expiration	26/02/2016
Prix d'exercice en euro	3,45
Options levées au 30/06/2010	-
Options caduques au 30/06/2010	200 000
Nombre d'options restant à exercer au 30/06/2010	-
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont par les membres du comité opérationnel ■ dont mandataire social : Didier Lamouche 	- -

Synthèse des plans d'options de souscription d'actions au 30 juin 2010
(actions de 0,10 € de nominal)

	Plans 2000	Plan 2004	Plans 2005	Plans 2006	Plan 2008	Plans 2009
Solde des options restant à lever	2 129	956 750	1 222 750	165 000	1 211 500	1 319 000
■ dont par les membres du comité opérationnel	-	100 000	355 000	120 000	485 000	530 000
■ dont par mandataire social : Didier Lamouche	-	100 000	-	100 000	75 000	50 000

Le détail des plans d'épargne Groupe et du plan d'attribution d'actions gratuites figure dans le rapport annuel 2009 à la note 26 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 30 juin 2010, le fonds Bull Actionnariat détient 825 000 titres et le fonds CIC Epargne Salariale détient 106 000 titres.

Au 30 juin 2010, le nombre de droits restant à exercer dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites du 29 juillet 2008 est de 243 000.

NOTE 25 TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)

Les principales transactions entre le groupe Bull et les sociétés apparentées (parties liées) sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Transactions avec NEC :			
Ventes	0,1	1,1	1,5
Comptes à payer	1,2	1,6	1,3
Comptes à recevoir	0,1	0,3	0,1
Transactions avec Crescendo Industries :			
Ventes	-	-	-
Comptes à payer	0,2		
Comptes à recevoir	2,1	-	-
Transactions avec France Telecom :			
Ventes	10,8	14,6	28,3
Comptes à payer	1,0	1,6	1,7
Comptes à recevoir	5,2	7,1	9,5

NOTE 26 PASSIFS ÉVENTUELS (ENGAGEMENTS HORS BILAN)

Les passifs éventuels (engagements hors bilan), donnés, se résument de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
Engagements de bail	89,2	90,1	89,2
Avals, cautions et garanties donnés :			
■ garanties de bonne exécution	24,5	22,2	24,8
■ garanties de soumission	2,7	3,9	5,0
■ garanties de restitution d'acompte	13,2	6,5	7,1
■ garanties taxes et douane	2,1	1,4	1,8
■ retenues de garantie	1,5	1,3	1,3
■ autres garanties	1,8	3,0	2,0
Rachat de matériel	0,6	1,0	0,7
TOTAL	135,6	129,4	131,90

ENGAGEMENTS DE BAIL

Les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le groupe Bull ne sont recensés exhaustivement qu'une fois par an. Ces engagements s'élevaient à 89,2 millions d'euros au 31 décembre 2009 et s'échelonnent ainsi :

(en millions d'euros)	
2010	15,3
2011	14,5
2012	11,7
2013	10,5
2014	10,0
2015 et au-delà	27,2
TOTAL	89,2

Certains baux stipulent que le locataire doit payer l'assurance, les taxes et l'entretien, et la plupart comprennent des options de renouvellement ainsi que des clauses de révision liées à la hausse de certains indices.

AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Evidian a signé un partenariat avec Quest, éditeur et distributeur de logiciels d'administration d'infrastructures. Cet accord comporte une option valable jusqu'à fin 2010 pour acquérir une licence non exclusive se rapportant à la distribution mondiale de l'offre E-SSO de Evidian.

Les activités Services, et en particulier celles concernant l'infogérance, sont conclues avec des engagements de durée pouvant prévoir des indemnités.

La Société n'a pas d'engagement de rachat des minoritaires.

FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

- Un accord transactionnel a été signé fin 2004 avec le groupe Steria mettant fin aux litiges nous opposant au titre de l'application du protocole d'accord de cession des activités Integris en Europe (hors France et Italie) et de l'exercice de la convention de garantie Europe ; cet accord éteint la convention de garantie Europe, sauf en matière fiscale et parafiscale. Au 30 juin 2010, nous avons maintenu une provision d'un montant de 1 million d'euros au titre de nos engagements de prendre en charge, conformément à l'accord transactionnel, les coûts, dommages et intérêts relatifs au litige client ANMC (Belgique), correspondant à la franchise assurances de 1 million d'euros que pourrait supporter Bull *in fine* ;
- Bull a été amené, dans certains pays étrangers, à prendre des positions fiscales, généralement après consultation et recommandation d'experts locaux, qui peuvent donner lieu à des contestations de la part de vérificateurs fiscaux locaux. Les positions qui s'avèrent présenter un risque selon IAS 37 font l'objet de provision pour risque. Celles qui sont considérées comme des risques éloignés ne font pas l'objet de provision pour risque mais demeurent sous surveillance ;
- Un nombre élevé de litiges de nature et d'ancienneté très diverses est recensé au Brésil. Une revue périodique est effectuée avec les avocats locaux en vue d'en apprécier la légitimité et le degré de risque, conformément à la pratique systématique du Groupe ;

- Le Groupe a un litige concernant la réalisation d'un outil informatique pour les ports autonomes du Havre et de Marseille. À ce stade, les parties sont en attente du rapport d'expertise demandé par le tribunal de commerce de Paris.

PROCÉDURE JUDICIAIRE OU D'ARBITRAGE

À ce jour, le Groupe n'a pas connaissance de menace de procédure judiciaire ou d'arbitrage à son encontre ou de litige devant les tribunaux et/ou cour d'arbitrage au cours des 6 derniers mois dont les effets pourraient avoir des conséquences significatives sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

NOTE 27 INFORMATION SECTORIELLE

Bull est un groupe international opérant dans le domaine des technologies de l'information. Basé en Europe, le groupe Bull effectue des opérations dans plus de 50 pays. Les sociétés du Groupe commercialisent une large gamme d'équipements informatiques, de logiciels d'administration, et de services destinés aux activités scientifiques, industrielles et commerciales du secteur public et du secteur privé.

Le Groupe suit les résultats de ses opérations sur la base des activités suivantes :

- **Services & Solutions** : ce segment inclut toutes les activités liées aux métiers des services : les prestations de conseil, d'intégration de systèmes et d'infogérance, les licences applicatives Bull et tierces, les solutions logicielles de sécurité et sectorielles. Cette présentation des activités de Services & Solutions est ainsi plus comparable à celle d'autres sociétés du même secteur ;
- **Hardware & Systems Solutions** : ce segment inclut les offres produits cœur du Groupe telles les solutions intégrées à base de serveurs Bull (GCOS, Escala et NovaScale), et stockage sécurisé, y compris les offres de croissance HPC (*High Performance Computing*/Calcul haute performance). Le métier de la Société évolue de celui d'un constructeur vers le métier d'architecte de solutions intégrées. Cependant, ces offres ont en commun d'être le fruit d'un effort propre ou partagé, de Recherche et Développement de la part de Bull. Le chiffre d'affaires d'équipements Bull fournis dans le cadre de contrats d'intégration demeure comptabilisé dans ce segment ;
- **Fulfillment & Third Party Products** : ce segment intègre les éléments informatiques de produits tiers – hors catalogue Bull – distribués par Bull à la demande de ses clients. Cette offre non stratégique permet aux clients qui le souhaitent de garder un fournisseur unique pour l'ensemble de leurs besoins. Le fait d'isoler cette activité dans un segment dédié devrait en faciliter la compréhension ;
- **Maintenance & Product Related Services (PRS)** : ce segment intègre les activités de maintenance sur les produits Bull comme tiers. Outre les prestations de maintenance traditionnelle, des services d'infrastructure sont proposés permettant d'optimiser les *data centers* et en réduire les coûts de fonctionnement, notamment ceux liés à l'énergie ;
- **Security & Mission Critical Systems** : ce segment inclut les offres de systèmes critiques et sécuritaires correspondant aux activités acquises avec Amesys. Ces activités s'appuient notamment sur une forte expertise dans l'ingénierie des systèmes d'acquisition et de traitement du signal en temps réel.

Une activité correspond à une composante susceptible d'acquérir des produits et d'encourir des charges pour laquelle les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel pour évaluer la performance et affecter les ressources et pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

L'indicateur de résultat régulièrement utilisé par le management pour piloter l'activité est la marge brute. En effet, c'est à ce niveau que la spécificité des business models est la plus pertinente et que sont gérés les portefeuilles d'activités. Des organisations transversales ont la responsabilité du volume de business et de la contribution de chacun de ses segments.

En termes de coûts opérationnels, il existe des ressources dédiées à des activités spécifiques, notamment concernant les nouvelles offres, mais l'essentiel des coûts commerciaux et administratifs est géré dans la dimension géographique. Ceci permet notamment une meilleure optimisation (cas de ressources centralisées en France) ainsi qu'une plus grande fluidité et réactivité pour réallouer des compétences.

Il en va de même pour la gestion des actifs, où, au-delà du pilotage spécifique par segments des stocks, les comptes clients et les fournisseurs font l'objet de gestions centralisées et organisées par géographies.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé sur la période représente un montant de 591,3 millions d'euros, soit une hausse de 5,9 % par rapport au chiffre d'affaires 2009. Il se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Premier semestre			Variation semestre à semestre
	2010	2009	Année 2009	
Hardware & Systems Solutions	190,6	180,6	357,7	5,5 %
Fulfillment & Third Party Products	23,9	41,5	76,9	- 42,3 %
Maintenance & PRS	91,6	95,5	192,1	- 4,0 %
Services & Solutions	241,2	241,0	483,2	0,1 %
Security & Mission Critical Systems	44,0	-	-	-
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	591,3	558,6	1 109,9	5,9 %

Le chiffre d'affaires de l'activité Hardware & Systems Solutions s'est élevé à 190,6 millions d'euros, en croissance de 5,5 % par rapport au premier semestre 2009. La croissance des activités d'intégration de produits, en particulier celle de l'offre de Calcul haute performance (HPC) renforcée par la livraison du système Tera-100 en France et la facturation au premier semestre de systèmes à l'*Atomic Weapons Establishment* au Royaume-Uni, a plus que compensé la décroissance anticipée des offres matures de serveurs. À noter également la performance satisfaisante de l'activité de stockage.

Le chiffre d'affaires de l'activité Fulfillment & Third Party Products s'établit à 23,9 millions d'euros, en décroissance de 42,3 % par rapport au premier semestre 2009. Cette évolution reflète la réorientation délibérée des efforts commerciaux vers les offres Bull à plus forte valeur ajoutée. Il est à noter cependant que ce segment subit plus fortement les conséquences de la crise économique que les autres activités.

L'activité Maintenance & PRS réalise un chiffre d'affaires de 91,6 millions d'euros, en baisse de 4,0 % par rapport au premier semestre 2009. La fin programmée de contrats de support de serveurs propriétaires, le renouvellement et la consolidation de parcs plus anciens continuent de peser sur cette activité.

Dans un marché très concurrentiel notamment en termes de prix, l'activité Services & Solutions avec un chiffre d'affaires de 241,2 millions d'euros, affiche une très légère croissance par rapport au premier semestre 2009.

L'activité Security & Mission Critical Systems, qui représente l'apport du groupe Amesys, s'établit à 44,0 millions d'euros.

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2010 évolue significativement par rapport à 2009. Le chiffre d'affaires apporté par Amesys est réalisé principalement en France et renforce l'évolution constatée à périmètre constant où la bonne tenue de l'activité en France fait que la part de celle-ci se renforce au détriment de la part des autres géographies.

Répartition géographique du chiffre d'affaires (%)	Premier semestre		Année 2009
	2010	2009	
France	58,3 %	51,1 %	52,1 %
Europe hors France	29,8 %	35,3 %	34,6 %
Amérique du Nord	2,2 %	1,9 %	1,7 %
Amérique du Sud	3,7 %	4,1 %	4,0 %
Reste du monde	6,0 %	7,7 %	7,6 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

Marge brute

La marge brute s'établit à 131,2 millions d'euros au premier semestre 2010 et représente 22,2 % du chiffre d'affaires, à comparer respectivement à 122,1 millions d'euros et 21,9 % publiés au premier semestre 2009.

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre			Variation semestre à semestre
	2010	2009	Année 2009	
Hardware & Systems Solutions	60,1	51,3	106,0	+ 8,8
% du chiffre d'affaires	31,5 %	28,4 %	29,6 %	+ 3,1 pts
Fulfillment & Third Party Products	2,4	5,1	9,9	- 2,7
% du chiffre d'affaires	10,2 %	12,4 %	12,9 %	- 2,2 pts
Maintenance & PRS	24,1	28,2	58,5	- 4,1
% du chiffre d'affaires	26,3 %	29,5 %	30,4 %	- 3,2 pts
Services & Solutions	36,2	37,5	71,9	- 1,3
% du chiffre d'affaires	15,0 %	15,6 %	14,9 %	- 0,6 pt
Security & Mission Critical Systems	8,4	-	-	-
% du chiffre d'affaires	19,1 %	-	-	-
TOTAL	131,2	122,1	246,3	
% DU CHIFFRE D'AFFAIRES	22,2 %	21,9 %	22,2 %	

Le premier semestre 2010 se caractérise par :

- une augmentation de la marge brute Hardware & Systems Solutions en valeur absolue et en taux liée à la hausse du chiffre d'affaires de ce segment d'une part, et à une progression du taux de marge brute de tous les sous-segments d'autre part ;
- une baisse de la marge Fulfillment & Third Party Products en valeur absolue et en taux ;
- une baisse de la marge brute Maintenance & PRS en valeur absolue et en taux reflétant non seulement la baisse de chiffre d'affaires sur la maintenance traditionnelle généralement mieux margée mais également une baisse du taux de marge sur les Services d'Infrastructure et les Product Related Services, qui cependant continue de progresser en volume ;
- une baisse de la marge Services & Solutions en valeur absolue et en taux reflétant une forte concurrence sur les prix à la fois en France et à l'international ainsi que des ajustements de certains contrats. Il faut cependant noter que le taux de marge de l'activité Managed et Outsourcing Services est quant à lui en progression sur le semestre ;
- la marge de Security & Mission Critical Systems s'établit à 8,4 millions d'euros en volume et 19,1 % en taux.

NOTE 28 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture.



États financiers

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

4

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL

4.1 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL	56
4.2 ORGANIGRAMME	58
4.3 INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010	60
4.4 INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS MINORITAIRES AU 30 JUIN 2010	66



Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

4.1 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

Répartition du capital social et actionnariat

L'opération d'apport du groupe Amesys à Bull, approuvée par l'assemblée générale des actionnaires le 18 janvier 2010, a un effet structurant sur l'actionnariat de Bull. L'impact de l'opération sur le capital, l'actionnariat et la gouvernance de Bull est résumé dans le chapitre 3.2.2 du document de référence 2009 au titre des événements postérieurs à la clôture.

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site internet du Groupe www.bull.fr.

Sur la base des déclarations et informations disponibles, la répartition connue du capital au 30 juin 2010 est la suivante :

Actionnaires	30 juin 2010			31 décembre 2009		
	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote *	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote *
Crescendo Industries	24 157 500	20,00 %	20,10 %	-	-	-
France Telecom	9 747 081	8,07 %	8,11 %	9 747 081	10,07 %	10,12 %
Richelieu Finance Gestion Privée	5 267 011	4,36 %	4,38 %	5 083 456	5,25 %	5,28 %
MN Services NV	4 831 433	4,00 %	4,02 %	4 831 433	4,99 %	5,02 %
Tocqueville Finance SA	3 010 865	2,49 %	2,50 %	2 741 718	2,83 %	2,85 %
NEC	2 947 080	2,44 %	2,45 %	2 947 080	3,04 %	3,06 %
JP Morgan Chase & Co.	1 665 515	1,38 %	1,39 %	1 665 515	1,72 %	1,73 %
Salariés	931 000	0,77 %	0,77 %	965 000	1,00 %	1,00 %
Autocontrôle	570 589	0,47 %	-	450 589	0,47 %	-
Autres	67 658 573	56,01 %	56,28 %	68 354 775	70,62 %	70,95 %
TOTAL	120 786 647	100 %	100 %	96 786 647	100 %	100 %

* Les actions auto-détenues sont privées de droit de vote.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION

Par l'adoption de la 23^e résolution, l'assemblée générale mixte du 12 juin 2007 a approuvé la modification des dispositions statutaires relatives aux déclarations à la Société des franchissements de seuils de participation. Désormais, aux termes des statuts modifiés, les actionnaires doivent déclarer à la Société le franchissement, à la hausse comme à la baisse, de seuils de 2,5 % et chaque multiple de 2,5 % du capital. Ces déclarations complètent les déclarations légales. En cas de non-respect de l'obligation statutaire d'information, l'actionnaire sera, dans les conditions et limites définies par la loi, privé du droit de vote afférent aux actions dépassant le seuil considéré, sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5 % au moins du capital social.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2010 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital et des droits de vote.

En date du 18 janvier 2010, consécutif à la livraison à Crescendo Industries de 24 millions d'actions Bull, émises en rémunération de l'apport du groupe Amesys, Crescendo Industries a effectué des déclarations auprès de Bull et l'AMF, les informant avoir franchi à la hausse les seuils de déclaration de participation légaux jusqu'à 15 % inclus, et les seuils statutaires jusqu'à 17,5 % inclus.

En date du 21 janvier 2010, Crescendo Industries a informé Bull, ainsi que l'AMF, de son franchissement à la hausse du seuil des 20 % du capital de la Société suite à l'acquisition de 157 500 actions Bull sur le marché. À la suite de cette acquisition de titres, Crescendo Industries déclare détenir 24 157 500 actions, soit 20,0001 % du capital social.

En date du 21 janvier 2010, KBL Richelieu Gestion Privée a informé Bull, ainsi que l'AMF, de son franchissement à la baisse du seuil des 5 % du capital de la Société suite à l'augmentation du capital social de Bull afin de rémunérer l'apport par Crescendo Industries du groupe Amesys. KBL Richelieu Gestion Privée déclare détenir 5 267 011 actions, soit 4,36 % du capital social.

En date du 28 janvier 2010, Tocqueville Finance a informé Bull de son franchissement à la baisse du seuil statutaire des 2,5 % du capital de la Société suite à l'augmentation du capital social de Bull afin de rémunérer l'apport par Crescendo Industries du groupe Amesys. Tocqueville Finance déclare détenir 3 010 865 actions, soit 2,49 % du capital social.

En date du 26 mars 2010, la société France Telecom a informé Bull, ainsi que l'AMF de son franchissement passif à la baisse du seuil des 10 % du capital de la Société suite à l'augmentation du capital social de Bull afin de rémunérer l'apport par Crescendo Industries du groupe Amesys. Le nombre d'actions Bull détenu par France Telecom reste 9 747 081 actions, soit 8,07 % du capital social.

Opérations effectuées par Bull sur ses propres actions

Le 16 juin 2010, l'assemblée générale mixte des actionnaires a consenti au conseil d'administration le renouvellement, pour une durée de 18 mois, de l'autorisation consentie par l'assemblée générale du 13 mai 2009, pour opérer sur les propres titres de la Société. Le descriptif du programme de rachat, désignant comme seul objectif la mise en place d'un contrat de liquidité afin d'améliorer le marché du titre Bull, a été publié, conformément à la réglementation, aux *Échos* des Yvelines le 15 septembre 2006 lors de l'annonce de la mise en œuvre du contrat de liquidité.

Le seul usage fait du programme de rachat d'actions a été dans le cadre du contrat de liquidité opéré par Oddo Corporate Finance.

Capital autorisé non émis

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 16 juin 2010 a autorisé les délégations de compétence suivantes au conseil d'administration s'agissant d'augmentations de capital :

- pour une durée de 26 mois, émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription n'excédant pas 6 millions d'euros en valeur nominale ;
- pour une durée de 26 mois, émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital par une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise, ceci dans la limite de 2 % du capital social.

Il n'a pas été fait usage de ces autorisations au 30 juin 2010.

L'assemblée générale des actionnaires du 14 mai 2008 a approuvé une résolution autorisant le conseil d'administration, pour une période de 38 mois, à consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, et ceci dans la limite de 3 % du capital social.

Faisant usage de cette autorisation, le conseil d'administration du 10 février 2010 a décidé d'attribuer à Didier Lamouche 200 000 nouvelles options de souscription d'actions dans le cadre du plan 2009 au prix de 3,45 euros par action. Selon les termes de la convention signée entre Bull et Didier Lamouche concernant les conditions de rupture du contrat de travail de ce dernier, il ne conserve pas ces options.

L'assemblée générale des actionnaires du 14 mai 2008 a approuvé une résolution autorisant le conseil d'administration, pour une période de 38 mois, à procéder à des attributions gratuites d'actions, existantes ou à émettre, de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, et ceci dans la limite de 1 % du capital social.

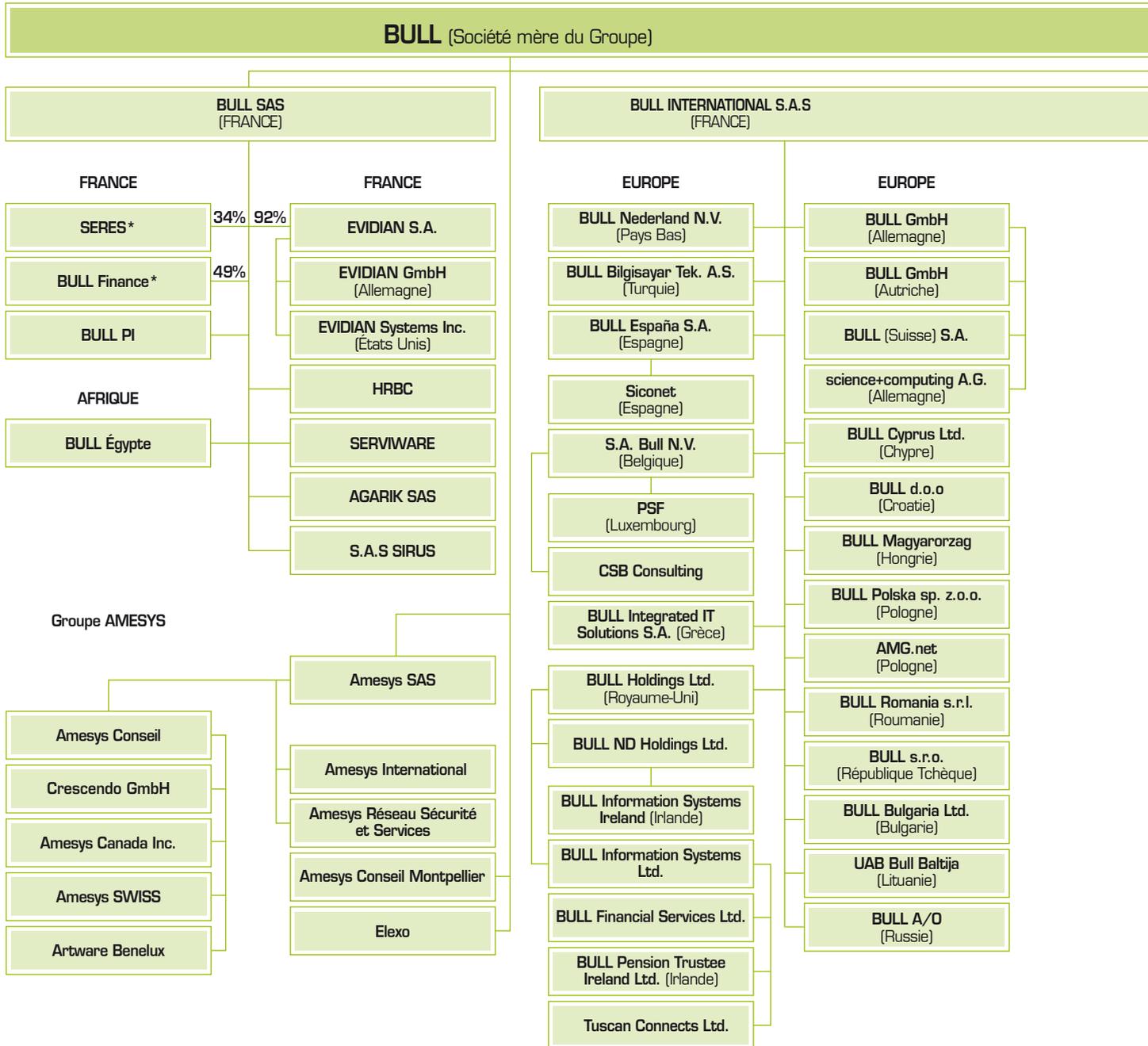
Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au 30 juin 2010.

Actions potentielles

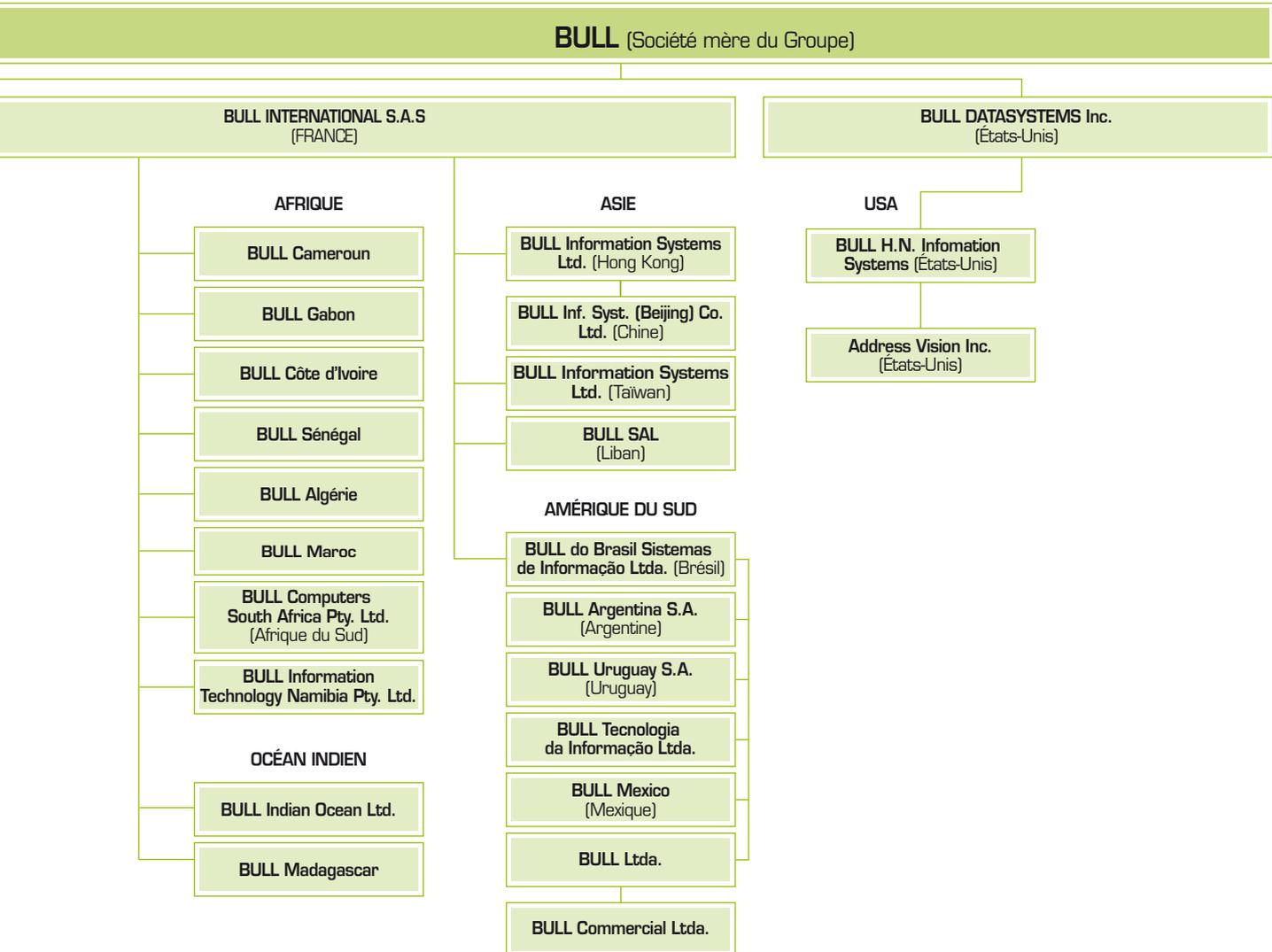
Au 30 juin 2010, le volume potentiel des instruments dilutifs en circulation représente 5 862 actions au titre des OCEANes et 4 877 129 actions au titre des options exerçables. L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments est ainsi d'environ 3,9 %. Les actions gratuites attribuées jusqu'alors par le conseil d'administration ne contribuent pas à la dilution puisqu'elles ont été prélevées entièrement sur le stock d'actions existantes en autocontrôle.



4.2 ORGANIGRAMME



* Les sociétés marquées d'un * sont consolidées par la méthode de mise en équivalence. Sauf indications contraires les participations sont de près de 100% (directement ou via plusieurs filiales).





Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010

4.3 INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010

NB : toutes les sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale sauf celles marquées d'un * qui sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Les % de participation indiqués correspondent également dans tous les cas au % des droits de vote détenus.

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
BULL SA au capital de 12 078 664,70 EUR (N° SIREN 542 046 065)	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	
A - Filiales de Bull		
Bull Data Systems Inc. Société au capital de 1 408 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821 (États-Unis)	100
Bull International S.A.S SAS au capital de 10 260 000 EUR (N° SIREN 389 481 466)	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Amesys SAS au capital de 1 372 041,16 EUR (N° SIREN 315 067 942)	1030, av. Guillibert de la Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Elexo SA au capital de 381 122,54 EUR (N° SIREN 722 063 534)	20 rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)	100
Amesys Conseil Montpellier SAS au capital de 37 000 EUR (N° SIREN 443 459 631)	605 rue Alfred-Nobel 34000 MONTPELLIER (France)	100
Bull SAS SAS au capital de 35 636 720 EUR (N° SIREN 642 058 739)	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
B - Filiales de Bull SAS		
Afrique		
Bull Égypte Information System Cie Société au capital de 50 000 EGP	World Trade Center 11-13 Corniche El Nil Le CAIRE (Égypte)	100
Europe		
* Bull Finance SA au capital de 4 400 000 EUR (N° SIREN 321 513 335)	57-59, avenue de Chatou 92500 RUEIL-MALMAISON (France)	48,6
Evidian SA au capital de 3 391 304,37 EUR (N° SIREN 422 689 208)	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	92
* SERES SA au capital de 1 013 786 EUR (N° SIREN 343 778 163)	20, rue Dieumegard 93406 SAINT-OUEN (France)	34
Bull Pi SA au capital de 40 000 EUR (N° SIREN 433 732 781)	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Serviware SAS au capital de 1 000 000 EUR (N° SIREN : 394 188 379)	13-17 allée des vendanges 77183 CROISSY BEAUBOURG (France)	100
HRBC SAS au capital de 37 000 EUR (N° SIREN 442 301 875)	1 Place de la Pyramide 92911 PARIS LA DÉFENSE CEDEX (France)	100

Agarik SAS SAS au capital de 454 500 EUR (N° SIREN 433 082 476)	20 rue Dieumegard 93400 SAINT-OUEN (France)	100
SIRUS SAS au capital de 140 000 EUR (N° SIREN 399 718 097)	152 av. du Prado 13008 MARSEILLE (France)	100
Filiales de Evidian		
Evidian GmbH Société au capital de 100 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149/KOELN/COLOGNE (Allemagne)	100
Evidian Systems Inc. Société au capital de 1 000 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821 (États-Unis)	100
C - Filiales de Bull International SAS		
Amérique du Sud		
Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda Société au capital de 9 408 037 BRL	Avenida Angélica, 903 1° andar – Sala 01 – Higienópolis 01227-901 SÃO PAULO SP (Brésil)	100
Afrique		
Bull Algérie Société au capital de 20 000 000 DIA	Rue Yehia-El-Mazouni, El Biar ALGER (Algérie)	100
Bull Maroc Société au capital de 6 000 000 MAD	Technopark Casablanca Rte de Nouaceur BP 16415 Casablanca 20000 CASABLANCA (Maroc)	100
Bull Cameroun Société au capital de 208 000 000 XAF	Immeuble C.N.P.S. Rue Ivy-Douala B.P. 2552 Bonanjo DOUALA (Cameroun)	100
Bull Côte d'Ivoire Société au capital de 1 106 000 000 XOF	31, avenue Noguès 01 B.P. 1580 ABIDJAN 01 (Côte d'Ivoire)	100
Bull Gabon Société au capital de 100 00 000 XAF	Immeuble ex Sonagar Boulevard Bord-de-Mer B.P. 2260 LIBREVILLE (Gabon)	100
Bull Computers South Africa Pty. Ltd. Société au capital de 2 000 000 SAR	115, West Street 2199 SANDTON JOHANESBURG (Afrique du Sud)	100
Bull Information Technology Namibia Pty. Ltd. Société au capital de 1 000 SAR	C/o Deloitte & Touche Namdeb Center, 10 Bulow street PO Box 47 WINDHOEK (Namibie)	100
Bull Sénégal Société au capital de 2 304 150 000 XOF	Extension Immeuble Kebe 99, avenue André-Peytavain B.P. 3183 DAKAR (Sénégal)	100



Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010

Asie

Bull Information Systems (Hong Kong) Limited Société au capital de 59 940 000 HKD	Room 25, 15/F Radio City 505 Hennessy Road Causeway Bay HONG KONG SAR (Chine)	100
Bull Information Systems (Taiwan) Limited Société au capital de 100 000 000 TWD	7F, no 207-3, Sec 3 Beishin Road, Shindian City TAIPEI Taiwan 231 (ROC)	100
Bull SAL Société au capital de 160 000 000 LBP	69, Rue Jal el Dib Secteur 1 – BP 60208 12412020 METN (Liban)	100

Océan Indien

Bull Indian Ocean Limited Société au capital de 10 000 MUR	C&R Court, 49 rue Labourdonnais, Port Louis (Ile Maurice)	100
Bull Madagascar SA Société au capital de 29 240 000 MGA	12, rue Indira-Gandhi Tsaralana BP 252 ANTANANARIVO (Madagascar)	100

Europe

Bull Nederland NV Société au capital de 1 800 000 EUR	Dalsteindreef 141-151 1112 XJ Diemen Netherlands P.O. Box 22859 1100 DJ AMSTERDAM Netherlands (Pays-Bas)	100
Bull GmbH (Germany) Société au capital de 23 000 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149/KOELN/COLOGNE (Allemagne)	100
Bull (España), SA Société au capital de 20 415 395 EUR	Paseo Doce Estrellas, N° 2 Campo de las Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100
Bull Holdings Limited Société au capital de 105 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull Integrated IT Solutions A.E. Société au capital de 4 482 000,24 EUR	44, avenue Syngrou B.P. 19027 117 42 ATHÈNES (Grèce)	100
SA Bull NV Société au capital de 7 200 464,06 EUR	Rue du Moulin à Papier, 51 1160 BRUXELLES (Belgique)	100
Bull Cyprus, Limited Société au capital de 20 000 CYP	70, Makarios III Avenue PO Box 27269 NICOSIE (Chypre)	100

Europe de l'Est

Bull A/O Société au capital de 17 700 000 RUR	Elecrichesky Pereulok, 3, Building 3, entr., 3 123557 MOSCOU (Russie)	100
Bull d.o.o. Société au capital de 2 229 000 HRK	Koturaska 69 10000 ZAGREB (Croatie)	100
Bull s.r.o. Société au capital de 15 000 000 CZK	Lazarska, 6 120 00 PRAGUE 2 (République Tchèque)	100

UAB « Bull Baltija » Société au capital de 150 000 LTL	40 Gostauto Street 01112 VILNIUS (République de Lituanie)	100
Bull Bulgaria Ltd. Société au capital de 100 000 BGN	34A « Dondukov » blvd ; Floor 4, apartment 22 SOFIA (République de Bulgarie)	100
Bull Magyarország Société au capital de 300 000 000 HUF	Szépvölgyi ut 43 H-1037 BUDAPEST (Hongrie)	100
Bull Polska Sp. Z.O.O. Société au capital de 2 900 000 PLN	Ul. Pawaia 55 01030 VARSOVIE (Pologne)	100
AMG.net Société au capital de 763 166,90 PLN	29, rue de Lakowa LODZ (Pologne)	100
Bull Romania srl Société au capital de 340 700 RON	12 A Burghilea Street, Sector 2, 024032- BUCAREST (Roumanie)	100
Bull Bilgisayar Teknoloji A.S Société au capital de 751 562 TRY	Turan Gunes Bulvari 89 SOK 14/1 CANKAYA YILDIZ ANKARA (Turquie)	99,6
Filiale de Bull (España), SA		
Siconet Société au capital de 126 000 EUR	Paseo de las Doce Estrella, 2 Campo de la Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100
Filiale de Bull GmbH (Allemagne)		
Bull GmbH (Austria) Société au capital de 5 820 000 EUR	Lemböckgasse, 49 A-1230 VIENNE (Autriche)	100
Bull (Suisse) SA Société. au capital de 100 000 CHF	Walliseller Strasse 116, 8152 OPFIKON (Canton de Zürich)	100
Science+Computing AG Société au capital de 1 495 000 EUR	Hagellocher Weg 73 72070 TUEBINGE (Allemagne)	99
Filiale de SA Bull NV		
PFS Société au capital de 1 500 000 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L - 8308 (Luxembourg)	100
CSB Consulting Société au capital de 53 550 EUR	L-5326 Contern, 22, Rue Edmond-Reuter (Luxembourg)	100
Filiales de Bull do Brasil de Informação Ltda.		
Bull Mexico SA de C.V Société au capital de 50 000 PESOS	Circuito Circunvalación Poniente No. 4-B, Ciudad Satélite, Naucalpan, CP. 53100, MEXICO CITY (Mexique)	100
Bull Argentina SA Société au capital de 4 000 198 USD	Carlos Pellegrini, 1363 2° piso 1011 BUENOS-AIRES (Argentine)	100
Bull Tecnologia da Informação Ltda. Société au capital de 8 954 089 BRL R\$ 3 067 185 00	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SÃO PAULO (Brésil)	100



Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010

Bull Uruguay SA Société au capital de 900 000 UYP	Av. Dr Luis A. de Herrera, 2802 1160 MONTEVIDEO (Uruguay)	100
Bull Ltda. Société au capital de 54 197 349,50 BRL	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SÃO PAULO (Brésil)	100
Filiale de Bull Ltda.		
Bull Comercial Ltda. Société au capital de 8 930 415 BRL	Avenida Angelica, 903 1° andar – Sala 04 – Higienópolis 01227-901 SÃO PAULO (Brésil)	100
Filiales de Bull Holdings Limited		
Bull Information Systems Limited Société au capital de 59 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull ND Holdings Limited Société au capital de 11 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Filiales de Bull Information Systems (Hong Kong)		
Bull Information Systems (Beijing) Co. Ltd Société au capital de 500 000 USD	11/F, Jing Guang Centre Office Building Hu Jia Lou Chao Yang District 100 020 BEIJING (République Populaire de Chine)	100
Filiales de Bull Information Systems Limited		
Bull Financial Services Limited Société au capital de 2 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull Pension Trustees Ireland Limited Société au capital de 2,54 EUR	29/31, South William Street DUBLIN 2 (Irlande)	100
Tuscan Connects Ltd Société au capital de 1 000 GBP	Maxted Road, Hertfordshire, HP2 7DZ HEMEL HEMPSTEAD (Royaume-Uni)	80
Filiale de Bull ND Holdings Limited		
Bull Information Systems Ireland Société au capital de 278 500 EUR	29/31, South William Street DUBLIN (Irlande)	100
D - Filiales de Amesys		
Amesys Réseau Sécurité et Services SA au capital de 5 590 515,44 EUR (N° SIREN 403 412 463)	20 rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)	100
Amesys Conseil SAS au capital de 40 000 EUR (N° SIREN 432 743 698)	Avenue Guilibert-de la-Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	55 (Bull = 45 %)
Amesys International SAS au capital de 457 347,05 EUR (N° SIREN 412 130 486)	Avenue Guilibert-de la-Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Filiales de Amesys Conseil		
Crescendo Gmbh Société au capital de 25 000 EUR	Im Trutz Franckfurt 55 62 322 FRANCKFURT AM MAIN (Allemagne)	100
Amesys SWISS Société au capital de 50 000 CHF	90, avenue de France CH-1004 Lausanne (Suisse)	100

Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010



4

Artware Benelux Société au capital de 15 000 EUR	45, boulevard Frieden L-1453 Luxembourg (Luxembourg)	100
Amesys Canada Inc. Société au capital de 1 000 CAD	1 Place Ville-Marie, HUB 2C4 Montréal Québec (Canada)	100
E - Filiale de Bull Data Systems Inc.		
Bull HN Information Systems Inc. Société au capital de 1 558 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821-3486 (États-Unis)	100
Filiale de Bull HN Information Systems Inc.		
AddressVision Inc. Société au capital de 1 000 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821-3486 (États-Unis)	100



Informations sur la Société et son capital

INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS MINORITAIRES AU 30 JUIN 2010

4.4 INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS MINORITAIRES AU 30 JUIN 2010

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Participation en France		
Keynectis Société au capital de 6 986 000 EUR (N° SIREN 478 217 318 PARIS 478)	30 rue du Château-des-Rentiers 75647 PARIS cedex 13 (France)	14,39 (Bull SAS)
Participations de Bull España		
Safelayer Société anonyme au capital de 1 950 000 EUR	Edificio World Trade Center (S-4) Moll de Barcelona S/N 08039 BARCELONA (Espagne)	15,0 (Bull España)

Ces participations ne sont pas consolidées car comprises entre 10,0 % et 19,9 %.

5

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

5.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

68



5.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

La responsabilité du présent document est assumée par Philippe Vannier, Président-directeur général de Bull.

Attestation du responsable du présent document

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 10 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

2 août 2010

Philippe Vannier

Président-directeur général



